

Glossaire autour de l'accumulation, du développement, de la croissance, de la décroissance...

Jean-Marie Harribey

Version du 3 novembre 2005

A	Echange inégal	K	R
Accumulation	Ecologie	Kyoto (Protocole de)	Rapports
Agriculture	Ecologique, écologiste :		Revenu d'existence
Aide	<i>voir Ecologie</i>	L	Richesse
Ajustement	Economie	Libéralisme	
	Economisme : <i>voir Eco-</i>	Libre-échange	
	<i>nomie</i>		
B	Effet de serre	M	S
Bien	Emploi	Marchandise	Salaire
Bien public	Empreinte écologique	Marché	Salariat
Biodiversité	Energie	Matières premières	Service
Bretton Woods (Accords	Etat	Mode de production	Sous-développement
de)	Exploitation	Mondialisation	Soutenabilité
Brundtland (Rapport)	Externalité	Monétarisme	
		Monnaie	
C	F	N	T
Capital	Finance	Néo-classique (Ecole)	Termes de l'échange, <i>Voir</i>
Capitalisme	Force de travail : <i>voir</i>	Néo-libéralisme : <i>voir</i>	<i>Echange inégal</i>
Chômage	<i>Travail</i>	<i>Libéralisme</i>	Thermodynamique
Classes sociales	Fordisme		Tiers-monde, <i>Voir</i> <i>Sous-</i>
Classique (Ecole)			<i>développement</i>
Climat	G	O	Travail
Colonialisme	GATT	Optimum	
Consensus de Washington	Gratuité		U
Crise			Universalité
Croissance	H	P	Utilitarisme
	Homo oeconomicus	Parité des pouvoirs	
D		d'achat	V
Décroissance	I	Pauvreté	Valeur
Démographie	Impérialisme	Plus-value : <i>voir</i>	Valeur d'échange : <i>voir</i>
Dette	Indicateurs	<i>Exploitation, Profit</i>	<i>Valeur</i>
Développement	Intensité	Principes	Valeur d'usage : <i>voir</i>
Développement durable ou	Investissement	Productivisme	<i>Valeur</i>
soutenable		Productivité	
Don	J	Profit	W
Droits	Justice sociale		Water
		Q	
E		Quart	X, Y, Z
Eau : <i>voir Water</i>			Les inconnues

Les mots suivis d'une astérisque (*) renvoient à d'autres entrées du glossaire

A

Accumulation

Ce concept nous vient de l'économie politique classique* d'Adam Smith (1776) et David Ricardo (1817) et de l'économie politique critique de Karl Marx (1867). Ce dernier montra que la plus-value* retirée de l'exploitation* de la force de travail* était en grande partie réinvestie par les capitalistes pour élargir sans cesse les capacités de production en vue de retirer toujours plus de profit*. Ainsi s'enclenche et se perpétue la dynamique d'accumulation du capital* qui nécessite une croissance* sans fin de la production de marchandises*. Cependant, cette dynamique est contradictoire et conflictuelle car elle est jalonnée de crises* récurrentes.

On distingue l'accumulation extensive se réalisant par l'augmentation des quantités d'équipements et de main d'œuvre utilisés et l'accumulation intensive se réalisant surtout par l'amélioration de la productivité* du travail* permise par un meilleur savoir-faire, des équipements plus efficaces et une organisation du travail rationalisée. Dans le premier cas, l'augmentation des profits est obtenue en augmentant la « plus-value absolue » tirée de la force de travail*. Dans le second cas, elle est obtenue en augmentant la « plus-value relative ».

Puisque la réintroduction des profits* dans le processus productif est une condition essentielle des investissements*, tous les courants de l'analyse économique attribuent le même rôle à ces derniers dans la dynamique de l'économie*. De ce fait, la notion d'accumulation est pratiquement passée dans le pot commun de tous les économistes, hormis le fait que, derrière l'accumulation, il y a selon les marxistes l'exploitation* de la force de travail*. En outre, beaucoup reconnaissent que la création monétaire, c'est-à-dire l'augmentation de la quantité de monnaie* en circulation, est nécessaire à l'accumulation.

Aide

La libéralisation imposée aux économies fragilisées par la montée de la dette* extérieure s'est accompagnée de la diminution de l'aide publique au développement* malgré les multiples résolutions pour lui donner au contraire une importance plus grande. La norme de 1% du PIB, puis celle de 0,7%, ne furent jamais satisfaites. A l'heure actuelle, à peine 0,23% en moyenne des produits intérieurs bruts (PIB) des pays riches sont consacrés par leurs Etats à l'aide publique au développement*. Elle est évaluée à 50 milliards de dollars par an, à comparer avec les 80 milliards qui seraient nécessaires annuellement pendant 10 ans pour satisfaire les besoins élémentaires, à comparer aussi avec les flux de service de la dette* s'élevant entre 300 et 350 milliards par an, avec les 500 milliards de dépenses publicitaires dans le monde et avec les 800 milliards de dépenses militaires. La France, par exemple, ne consacre à l'aide publique au développement* que 0,32% de son PIB.

S'impose de plus en plus l'idée libérale de remplacer l'aide publique par des partenariats privés permettant aux capitaux en provenance des pays riches de s'investir dans des projets bien sûr rentables.

Agriculture

La libéralisation de l'agriculture est au cœur de la bataille qui se déroule dans le monde entre les gros agriculteurs, véritables entrepreneurs capitalistes, et les petits paysans, entre les multinationales des industries agro-alimentaires, chimiques, semencières et la petite paysannerie, entre les Etats défendant des intérêts totalement opposés. Tous ces conflits constituent la toile de fond des négociations très dures ouvertes au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Le problème essentiel provient de l'extraordinaire disparité des modes de production agricoles à travers le monde et des niveaux de productivité* – qui dépend souvent du degré de pénétration du capitalisme* dans l'agriculture – et provient aussi des soutiens très inégaux apportés par les Etats à leurs agricultures nationales.

Un premier groupe de pays est constitué de ceux qui pratiquent une politique de soutien massif et un protectionnisme élevé, surtout les Etats-Unis, l'Union européenne, le Japon et la Suisse. On estime à plus de 350 milliards de dollars les subventions annuelles accordées par ces Etats à leurs agriculteurs ; la part du revenu des agriculteurs provenant des subventions devient prépondérante (plus de 70% en Suisse, près de 60% au Japon, près de 40% dans l'Union européenne, plus de 15% aux Etats-Unis, 30% en moyenne dans les pays de l'OCDE). Le cas de l'Europe est emblématique des contradictions engendrées par ce type de politique. La moitié du budget européen est consacrée à l'agriculture. Environ 80% des aides européennes aux agriculteurs français sont versées à 20% d'entre eux ; la couronne d'Angleterre perçoit 1,5 million d'euros par an de subventions agricoles européennes. Ces aides favorisent donc la concentration des exploitations et, à terme, la disparition des petits paysans, mais, d'un autre côté, sans elles, ceux-ci disparaîtraient encore plus vite. Les réformes de la politique agricole commune (PAC) qui ont été engagées depuis 1992 n'ont pas fondamentalement changé ni le principe du soutien, ni la protection vis-à-vis des pays tiers. Le soutien des prix – donc favorisant la course au rendement – n'est pas véritablement abandonné puisque le découplage des aides par rapport à la production prévoit que celles-ci restent calculées sur une moyenne de la production passée. D'autre part, le principe du tarif extérieur commun avait été à l'origine un moyen de protéger la modernisation de l'agriculture européenne vis-à-vis de la concurrence d'agricultures très productives comme celle des Etats-Unis, et ainsi de faire de l'Europe non pas une simple zone de libre-échange mais une union douanière. Or ce protectionnisme européen est devenu aujourd'hui une arme de destruction des agricultures traditionnelles du tiers-monde puisqu'il limite l'accès des produits en provenance de ces pays pendant que les subventions massives à l'exportation concurrencent déloyalement les productions locales.

Un deuxième groupe dit de « Cairns » rassemble 17 pays exportateurs de produits agricoles très compétitifs : Afrique du sud, Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Indonésie, Malaisie, Nouvelle Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande, Uruguay. Ces pays mènent bataille au sein de l'Organisation mondiale du commerce pour que s'accélère la libéralisation des échanges agricoles, essentiellement par la suppression des subventions. Ils s'opposent essentiellement aux Etats-Unis et à l'Europe qui, pour l'instant, renâclent à cette suppression, mais ils ne peuvent représenter les intérêts de l'ensemble des pays du Sud car leur type d'agriculture les place dans le cercle étroit des pays pouvant s'imposer sur le marché* mondial.

Les rapports de forces se sont compliqués depuis qu'est apparu lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun (2003) un groupe appelé G20 réunissant des pays émergents emmenés par le Brésil, la Chine et l'Inde. Ce groupe est hétérogène puisqu'il compte des pays revendiquant le

libre-échange et faisant aussi partie de l'autre groupe (celui de Cairns : Brésil, Bolivie) et aussi des pays plus réticents face à la libéralisation (Inde) ou plus pauvres (Pakistan, Tanzanie). L'alliance entre le Brésil et les pays africains comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Tchad est facile s'il s'agit de s'opposer aux subventions agricoles américaines versées aux producteurs de coton, mais elle l'est beaucoup moins lorsqu'il est question des avantages que l'Europe consent aux pays de la zone Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP). Les Etats-Unis et l'Europe escomptaient un éclatement du G20 pour imposer leurs vues, mais la préparation de la rencontre de l'Organisation du commerce à Hongkong (décembre 2005) montre qu'un accord sera difficile à atteindre.

D'autant qu'un dernier groupe, dit G33, composé de 42 pays agricoles moins compétitifs, demande un traitement spécifique pour certains produits. On retrouve dans ce groupe des pays souvent plus pauvres que ceux regroupés dans le G20 : notamment huit pays d'Afrique sub-saharienne et beaucoup de petits pays d'Amérique centrale. Ces pays s'opposent à la libéralisation et demandent que la possibilité de répondre à leurs besoins alimentaires soit sauvegardée.

C'est dans ces rapports de forces complexes que les luttes des paysans, pour accéder à la terre, pour sauvegarder leur autonomie face aux géants de l'agro-industrie, grands pourvoyeurs de produits chimiques et de semences génétiquement modifiées, prennent leur sens. Les revendications exprimées par des syndicats et mouvements comme la Confédération paysanne, Via Campesina, vont dans le sens d'une nouvelle régulation : des aides orientées vers le maintien de l'agriculture paysanne, une production obtenue dans des conditions écologiques et relocalisée pour répondre au mieux aux besoins des populations.

Ajustement

Lorsque plusieurs pays du tiers-monde déclarèrent au début de la décennie 1980 qu'ils ne pourraient pas honorer le remboursement de leurs dettes* auprès de leurs créanciers extérieurs, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale leur imposèrent des plans d'ajustement structurel pour qu'ils puissent bénéficier de nouveaux prêts et obtenir des délais de remboursement. Ce sont des plans d'austérité et de libéralisation de l'économie : restrictions dans les dépenses publiques et sociales, privatisations, dévaluations monétaires, ouverture des frontières aux capitaux et aux marchandises*, productions tournées vers l'extérieur pour obtenir les dollars nécessaires aux remboursements, au détriment des productions vivrières. Ces préceptes sont connus sous le nom de « consensus de Washington ».

Les résultats des plans d'ajustement structurel sont désastreux pour les populations et notamment pour les femmes. Partout, les inégalités s'aggravent car ce sont les plus petits revenus qui sont les plus sévèrement touchés par l'austérité, tandis que les détenteurs de fortunes et de hauts revenus peuvent facilement changer des sommes importantes avant et après la dévaluation et ainsi protéger leurs avoirs. En Afrique, huit pays ont vu l'état nutritionnel des enfants diminuer pendant l'application de ces plans. Le taux d'inscription dans les écoles primaires avait progressé de 41% à 79% entre 1965 et 1980. En 1988, il était redescendu à 67%. Les filles sont les premières retirées de l'école lorsque celle-ci devient payante : entre 1985 et 1997, les taux d'inscription des filles ont chuté dans 42 pays. Le taux de mortalité infantile a augmenté de 54% en Zambie au début de la décennie 1990. De 1985 à 1995, les dépenses d'éducation par habitant y ont été divisées par 6. De 1990 à 1993, la Zambie a consacré 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire et 1,3 milliard pour le service de sa dette*.

B

Bien

Un bien est un produit matériel destiné à satisfaire un besoin de consommation (bien de consommation) ou un besoin d'investissement (bien de production), indépendamment de sa qualité ou du bien-être apporté.

Cette définition de base mérite d'être cependant nuancée avec le développement contemporain de biens qui ne sont pas matériels et qui ne sont pas cependant assimilables aux services* par définition immatériels. Les connaissances, les logiciels, quoique toujours transmis grâce à des supports matériels (livres, CD, DVD, ordinateurs, réseaux téléphoniques, etc.), entrent dans cette catégorie de biens largement, voire exclusivement, immatériels. Doivent être également pris en compte les biens publics* et les biens communs.

Bien public

Un bien public est traditionnellement défini comme un bien dont on ne peut exclure personne de son utilisation (principe de non exclusion) et dont sa consommation par un individu n'empêche pas celle qu'en fait un autre car le coût de la fourniture du bien à une personne supplémentaire est nul (principe de non rivalité). Le marché* ne peut les fournir malgré leur évidente nécessité, mais la théorie économique néo-classique* reste réticente devant une action supplétive de l'Etat : elle préfère que celui-ci se contente de fournir le cadre pour que des échanges marchands résolvent le problème (ainsi en est-il du marché* des droits de polluer dans le cadre du

protocole de Kyoto*). Cette démarche se heurte le plus souvent au phénomène dit du passager clandestin : chaque individu affirme ne pas tirer davantage du bien public pour en laisser payer le prix aux autres.

Née de la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun de l'humanité et donc de la nécessité de préserver ces biens communs (eau, air, matières premières*, climat*, connaissances, culture, etc.), la notion de bien public mondial vise à aller au-delà d'une simple conception patrimoniale (nous sommes possesseurs de) pour envisager une action de production et de répartition de ces biens de telle sorte qu'ils deviennent l'objet de droits* universels. Il ne s'agit plus seulement de conserver quelque chose de naturel, mais de produire l'objet de ces droits* et d'en permettre l'usage à tous.

Biodiversité

Appelée aussi diversité biologique, en l'occurrence diversité des espèces vivantes animales et végétales. Elle est menacée par la déforestation, notamment sous les tropiques, l'agriculture intensive qui sélectionne les espèces les plus rentables et élimine les autres, l'urbanisation et l'extension des infrastructures routières qui réduisent les espaces naturels. Un mammifère sur quatre et un oiseau sur huit risquent de disparaître à court terme. Une convention de protection de la biodiversité a été signée lors de la Conférence des Nations unies à Rio de Janeiro en 1992, mais sans être suivie de mesures concrètes de grande envergure. En revanche, une féroce bataille est engagée au sein de l'Organisation mondiale du commerce par les firmes multinationales pour avoir le droit de déposer des brevets sur tout le vivant.

Bretton Woods (Accords de)

En juillet 1944, une conférence des membres de l'Organisation des Nations Unies réunie à Bretton Woods fixa les règles de fonctionnement du système monétaire international qui prévalurent jusqu'en 1971. Seuls l'URSS et les pays du bloc autour d'elle ne ratifièrent pas ensuite ces accords.

Première décision de Bretton Woods : les taux de change entre les devises sont fixes et celles-ci sont librement convertibles entre elles. Le dollar est défini sur la base de 35 dollars l'once d'or et les Etats-Unis s'engagent à convertir tout dollar détenu par les banques centrales en or dès que celles-ci en font la demande. Comme le monde de l'après-guerre avait un besoin urgent de dollars pour acheter des biens à la seule économie qui tenait encore debout, les Etats-Unis ne pensaient pas prendre de risque en offrant cette garantie.

Deuxième décision : les mouvements de capitaux sont contrôlés et chaque Etat* s'engage à corriger tout déséquilibre durable de sa balance des transactions courantes.

Troisième décision : création du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui forma quelques années après avec d'autres institutions (l'Association internationale pour le développement, la Société financière internationale, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, et l'Agence multilatérale de garantie des investissements) le groupe de la Banque mondiale. Le FMI devait aider les pays en difficulté à équilibrer leur balance extérieure et la BIRD favoriser le développement des pays pauvres.

Au bout de deux décennies de fonctionnement, ce système commença à montrer des signes de dérèglement. D'abord, l'accumulation de dollars hors des Etats-Unis – à cause notamment du déficit croissant de la balance commerciale états-unienne – mit progressivement les Etats-Unis dans l'impossibilité de les convertir en or. Plus fondamentalement, le système monétaire international était miné par une contradiction : il exigeait un dollar stable dont l'émission devait être étroitement contrôlée par la banque centrale américaine et il devait pouvoir répondre aux besoins croissants en dollars de l'économie mondiale, le dollar étant devenu la monnaie internationale dominante.

Le 15 août 1971, le Président Nixon suspendit la convertibilité du dollar en or. Cette décision mit fin au système de Bretton Woods et ouvrit la voie à un système de changes flottants plus en cohérence avec la liberté de circuler des capitaux caractéristique de la phase néo-libérale qui commençait.

Brundtland (Rapport)

Gro Harlem Brundtland fut chargée il y a une vingtaine d'années par l'ONU de présider la Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Celle-ci rendit un rapport en 1987 qui servit de base à la Conférence de Rio de Janeiro en juin 1992. On trouve dans ce rapport la définition devenue officielle du développement* durable ou soutenable : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

Ce rapport postule qu'il est possible de concilier une croissance* économique perpétuelle, la résolution des problèmes sociaux et la préservation des équilibres naturels : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable. » L'économie*, le social et l'écologie* seraient compatibles pour assurer l'équité intra-générationnelle et l'équité inter-générationnelle. En faisant le pari de la possibilité de poursuivre indéfiniment la croissance*, le rapport Brundtland est plus proche de la conception faible de la soutenabilité* que de la forte.

C

Capital

Dans la terminologie économique courante, désigne soit l'ensemble des équipements productifs mis en œuvre (bâtiments, machines, logiciels, etc.) et on parle alors de capital physique, soit l'argent ayant servi à acheter ces équipements et on parle de capital financier. Par extension, le capital est représenté par l'ensemble des titres de propriété du capital physique.

Mais le capital n'est pas seulement la notion technique précédente : dans la mesure où la propriété du capital est restreinte à une classe sociale* particulière (la bourgeoisie ou les capitalistes) qui a ainsi la possibilité d'acheter la force de travail* salariée pour en tirer profit* en vue de l'accumulation*, le capital désigne ce type de rapport social d'exploitation* bien précis. Tel était le sens que lui donnait Marx quand il faisait la critique du capitalisme*.

Capitalisme

Système social fondé sur la propriété privée des moyens de production – considérée comme un droit* naturel – et l'obligation pour ceux qui sont dépourvus de tout capital* de vendre leur force de travail*, de laquelle les capitalistes tirent une plus-value* qui vient accroître leur capital* dont la finalité est de se valoriser sans cesse.

Ce mode de production* est apparu d'abord en Europe occidentale et en Amérique du nord après que les rapports* sociaux féodaux furent détruits, permettant de libérer la main d'œuvre nécessaire à l'utilisation à grande échelle des techniques apportées par la révolution industrielle.

Plusieurs traits caractérisent son histoire. D'abord, la récurrence des crises* de suraccumulation et de surproduction qui rendirent peu à peu nécessaire une régulation (régulation keynésienne après la seconde guerre mondiale). Ensuite, la succession de phases alternant croissance* forte et croissance* ralentie à l'intérieur de cycles d'environ un demi-siècle, auxquelles correspondent des transformations sociales et techniques importantes. Enfin, la tendance à l'élargissement constant de la sphère d'action du capital*, tant sur le plan spatial que sectoriel. Ainsi, la période de mondialisation* actuelle commencée dans le dernier quart du XX^e siècle n'est pas la première puisqu'à la fin du XIX^e le capitalisme avait impulsé un moment intense d'approfondissement de l'intégration économique mondiale : l'impérialisme* fut le nom donné à ce mouvement d'exportation de capitaux des centres développés vers les régions dominées.

Chômage

Le chômage est défini par le Bureau international du travail comme la situation d'une personne ayant travaillé moins d'une heure dans la semaine de référence, cherchant un emploi à temps plein, faisant des démarches dans ce sens (au moins un acte de recherche au cours du dernier mois) et disponible immédiatement (dans les 15 jours). Le taux de chômage est la proportion de la population active (comprenant les chômeurs) qui est au chômage. En France, 2 600 000 demandeurs d'emploi pour un taux proche de 10%. Ces définitions ne permettent pas de prendre en compte tous ceux qui ont été trop découragés pour rechercher un emploi ou qui ont été purement et simplement rayés des listes. Autour du chômage officiellement recensé, il existe donc un halo au moins aussi important. De plus, moins de la moitié des chômeurs perçoivent les indemnités-chômage pour lesquelles ils avaient pourtant cotisé.

Pour la théorie libérale, le chômage est dû à un coût salarial trop élevé. Il ne peut donc qu'être le fait d'individus choisissant de rester au chômage plutôt que d'accepter un emploi* pour le salaire du marché*. Et il ne servirait à rien de mener une action volontariste car elle serait vouée à l'échec puisqu'il existe un taux naturel de chômage appelé dans le jargon néo-classique le « taux de chômage qui n'accélère pas l'inflation » (en anglais *NAIRU : Non accelerating inflation rate of unemployment*). Les préconisations libérales vont toutes dans le même sens : baisser les salaires, contourner la législation du salaire minimum et diminuer les cotisations sociales, sans qu'aucune n'ait apporté d'amélioration de l'emploi*. Elles comportent de nombreuses contradictions comme celle de vouloir soi-disant « réhabiliter le travail* » tout en le précarisant.

Pour la théorie keynésienne, le salaire n'est pas seulement un coût pour les entreprises mais un revenu permettant d'acheter les marchandises* offertes par les entreprises. Le chômage n'est pas volontaire mais au contraire il dépend des décisions d'embauche des entreprises qui les prennent en fonction de leurs perspectives de débouchés. Pour diminuer le chômage, il convient donc de dynamiser la demande de consommation et d'investissement* pour que l'activité soit relancée et l'emploi* avec. Dans cette relance, l'action de l'Etat est essentielle pour pallier la carence privée.

Pour la théorie marxienne, le chômage est « l'armée de réserve industrielle » du capitalisme* qui lui permet de peser sur les salaires et lui sert de masse disponible au gré des besoins de l'accumulation* du capital*. La lutte pour l'emploi* ne peut donc trouver d'issue définitive au sein du capitalisme* mais elle permet

d'améliorer le rapport des forces en faveur des salariés, d'où le soutien apporté généralement par les marxistes à la baisse du temps de travail* qui est une façon pour les salariés de récupérer une partie des gains de productivité*.

Classes sociales

La sociologie ne présente pas de vision unifiée de la structuration de la société en groupes sociaux. Cependant, c'est à la théorisation donnée par Marx qu'elle se réfère soit pour l'approuver, la nuancer ou carrément la rejeter. Selon Marx, les classes se définissent d'abord par la place qu'elles occupent dans les rapports* sociaux de production. Ainsi, la bourgeoisie ou classe capitaliste possède-t-elle le capital* qui lui permet d'employer la force de travail* du prolétariat salarié dépossédé de tout moyen de production. Elles se définissent aussi par la conscience de leurs intérêts antagoniques acquise dans la lutte. Avec l'évolution du capitalisme*, quelle pertinence conserve la notion de classes et notamment celle de prolétariat ?

Le prolétariat avait été défini par Marx au temps où, objectivement, les choses étaient assez simples : prolétaire, salarié et ouvrier étaient synonymes. Tous les salariés vendaient leur force de travail* et pratiquement tous participaient, de façon manuelle, à la production matérielle et concouraient directement à la production de plus-value*. De ce fait, l'habitude fut prise dès l'origine d'identifier le prolétariat à la classe ouvrière, c'est-à-dire, à l'époque, aux ouvriers. Au XX^e siècle, l'approfondissement de la division du travail, la diversification des niveaux de qualification et des catégories de salariés, le développement* d'activités donnant lieu à une production immatérielle de services*, sont venus rompre l'identification entre prolétaires salariés et ouvriers et rendre moins aisément identifiables les classes sociales.

Les différenciations au sein du prolétariat ont été amenées par la succession de révolutions industrielles et de transformations du capitalisme*. La première révolution industrielle impulsée par la machine à vapeur, mise en œuvre dans le textile puis dans la sidérurgie et le chemin de fer, avait produit la « classe ouvrière » au premier sens strict, c'est-à-dire qui se confondait avec les ouvriers. La seconde révolution industrielle amenée par l'électricité et le moteur à explosion et développée dans les industries chimiques puis automobiles avait engendré à la fois le travail* taylorien des ouvriers spécialisés (OS) et le travail* des techniciens. La troisième révolution industrielle propulsée par l'automatisation et l'informatisation produit sous nos yeux la multiplication des employés, des techniciens productifs et commerciaux, en même temps que la tertiarisation de l'économie et la lente diminution absolue et relative des ouvriers.

Il y a, lors de chaque grande transformation technique, un double mouvement de différenciation et d'unification. Mais quelle différence de classe y a-t-il entre un ouvrier d'usine et une caissière de supermarché ? Et entre un opérateur sur une machine à commande numérique et une employée de banque penchée sur une machine à lecture optique des chèques ? A l'avenir, la condition du travailleur qui sera chez lui, devant son poste de télé-travail, dont la productivité* et le moindre geste seront contrôlés par l'employeur et qui sera harcelé jusque dans sa sphère la plus intime par le téléphone portable, ne se rapprochera-t-elle pas de celle du travailleur classique ?

Dans l'analyse historique, donc nécessairement datée, qu'il faisait au XIX^e siècle (dans la France de 1848), Marx distinguait six classes à cause de l'imbrication de plusieurs modes de production* (capitalisme* et survivance de féodalisme et de la puissance de la propriété foncière) : la bourgeoisie comprenant la bourgeoisie financière et la bourgeoisie industrielle et commerciale, les grands propriétaires fonciers, la petite bourgeoisie, la classe ouvrière, le *lumpen prolétariat*, les paysans parcellaires. Cette analyse historique ne doit pas être confondue avec les concepts qu'il a forgés pour analyser le rapport* social capitaliste dans son fondement – l'exploitation* – au premier rang desquels figure la plus-value* produite par le prolétariat et accaparée par la bourgeoisie.

Les études portant sur l'évolution de la population active salariée en France montrent une très grande stabilité de la part des catégories populaires dans l'ensemble de la population active : près de 60% de celle-ci sont constitués d'ouvriers et d'employés dont les conditions de travail* et de salaires présentent de nombreux points communs. Le salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé est 2,5 à 3 fois moins élevé que celui d'un cadre et le chômage frappe 3 à 4 fois plus les ouvriers et employés que les cadres. La précarisation des statuts touche surtout les ouvriers et employés. Les enfants d'ouvriers connaissent 4 à 5 fois plus d'échecs scolaires que les enfants de cadres. Pendant ce temps, les plus hauts dirigeants des grandes sociétés gagnent jusqu'à 1800 fois le SMIC ; les dirigeants des entreprises cotées dans le CAC 40 gagnent en moyenne 366 fois le SMIC.

Ces constats font apparaître la faible pertinence de la notion de classes moyennes dont beaucoup de sociologues avaient prévu le développement continu faisant disparaître les antagonismes de classes anciens. Or l'évolution actuelle vers une société assujettie à la finance* accentue la concentration des richesses entre les mains d'une classe dominante mondiale, au détriment des salariés du monde entier, et bloque le développement* dans beaucoup de pays.

Classique (Ecole)

Ecole de pensée économique, née véritablement sous l'impulsion de Smith (1776) et Ricardo (1817), qui proposa une lecture des transformations apportées par le capitalisme* naissant et qui élaborait un projet normatif pour la société ; d'où le nom qui fut donné à la discipline : l'économie* politique.

Celle-ci enseigne surtout trois choses. Les lois économiques gouvernant l'activité humaine (production et échanges) sont naturelles (c'est-à-dire éternelles et universelles) puisque la propriété privée qui en est à la base est considérée comme un droit* naturel. La société se constitue autour de contrats marchands librement consentis qui n'ont point besoin d'une intervention étatique : la « main invisible » du marché* se charge de la régulation d'ensemble aboutissant au meilleur état social sur la seule base de la recherche de l'intérêt personnel. Le travail* est au centre de l'activité économique et des rapports* que nouent les classes sociales* entre elles, et la valeur d'échange* des marchandises* est déterminée par la quantité de travail* nécessaire à leur production.

Ces trois enseignements connurent ensuite un destin différent. Le premier et le second sont toujours l'alpha et l'omega de la doctrine libérale, bien que le premier ait été récusé par Marx car les lois économiques ne sont pas naturelles mais sociales et historiques (elles sont le produit de rapport de forces à un moment donné), et bien que le second ait été lui aussi récusé par Marx et par John Maynard Keynes, ce dernier ayant montré que le marché* ne conduisait pas spontanément à l'équilibre économique et social, notamment en termes d'emploi*. Quant au troisième enseignement, il sert de fondement à la critique marxienne de l'exploitation* et il a été constamment nié par le libéralisme* qui en a vite compris le caractère subversif : si toute valeur* économique est créée par le travail*, le profit* capitaliste n'a plus de justification.

Climat

Les scientifiques du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat alertent depuis deux décennies la communauté internationale sur le réchauffement climatique en cours et qui va s'accroître au cours du XXI^e siècle. Ce réchauffement d'environ 1,4 à 5,8° Celsius est essentiellement dû au renforcement de l'effet de serre, lui-même lié aux émissions de gaz à effet de serre*. Les conséquences prévisibles sont une élévation du niveau des océans à cause de leur dilatation et de la fonte de la calotte glaciaire émergée, la disparition de zones côtières et les perturbations des régimes de pluie et des courants océaniques.

Colonialisme

L'implantation de comptoirs et l'installation de colonies remonte à l'Antiquité. Les Phéniciens et les Crétois avaient ouvert des comptoirs autour de la Méditerranée. Les Grecs avaient fondé des cités sur le même pourtour et s'étaient installés jusqu'en bordure de l'Asie mineure. Sans doute les croisades peuvent être considérées comme l'ébauche des colonisations modernes. Mais c'est à partir de la fin du Moyen-Age et de la Renaissance que les colonisations devinrent systématiques et toutes les grandes puissances européennes d'alors y prirent part : Espagne, Portugal, Angleterre, France, Pays-Bas, en direction de tous les autres continents.

Conquêtes territoriales, captation des richesses, commerce des biens et des esclaves furent intimement mêlés. L'évangélisation fut le prétexte des conquêtes et le paravent des exterminations en tous genres. Pendant plusieurs siècles, la croyance en l'infériorité des Noirs, des Indiens d'Amérique et de tous ceux qui n'étaient pas Blancs et chrétiens fut entretenue : par exemple, la controverse de Valladolid vit les experts catholiques s'affronter pour savoir si les Indiens possédaient une âme. Plus près de nous, de prestigieux personnages, intellectuels ou politiques, comme Alphonse de Lamartine, Victor Hugo, Jules Ferry, Benjamin Disraeli, Joseph Chamberlain Paul Leroy-Beaulieu, Rudyard Kipling, Léon Blum, firent l'éloge de la « mission civilisatrice » du colonialisme. Aujourd'hui encore, certains voudraient réhabiliter ses « aspects positifs » : « L'époque est révolue où la Grande-Bretagne devait présenter des excuses pour son histoire coloniale » ou « Nous devrions être fiers de l'empire » selon Gordon Brown, ministre des finances de Tony Blair. En France, l'article 4 de la loi du 23 février 2005 reconnaît le « rôle positif de la présence française en outre-mer, notamment en Afrique du Nord ». Toute l'histoire du colonialisme est ainsi « révisée ».

Or, avec la naissance du capitalisme* et la révolution industrielle le colonialisme prit une dimension nouvelle : la fourniture à bas prix des matières premières et des produits primaires aux métropoles coloniales et le blocage de toute industrie locale qui aurait pu les concurrencer (exemple de l'Inde qui se vit interdire par l'Angleterre toute transformation de l'artisanat textile en industrie plus moderne).

Après les deux guerres mondiales, la plupart des colonies conquièrent leur indépendance et le colonialisme dans sa forme classique prit fin. Mais, d'une part, cette indépendance se payait souvent au prix fort (guerres d'indépendance meurtrières contre les puissances coloniales), et, d'autre part, le pillage des matières premières, la domination économique, politique et culturelle se poursuivirent. Avec le déclin puis la disparition de l'Union soviétique et avec la complicité des bourgeoisies locales, les politiques néo-libérales désormais sans concurrence n'eurent pas de peine à s'imposer dans les pays les plus fragiles par l'intermédiaire des plans d'ajustement structurel qui constituent le bréviaire néo-colonialiste et impérialiste d'aujourd'hui. L'intégration de force dans le marché* mondial de tous les pays malgré un échange inégal, la désintégration des économies traditionnelles,

leur extraversion (produire non pour les besoins intérieurs mais pour l'extérieur) sont autant d'obstacles au développement*.

Consensus de Washington

Dans les années 1980, un accord implicite du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale soumet toute aide* financière à une condition stricte : le recul de l'Etat dans l'organisation, le financement et la mise en œuvre du développement*. Ce dernier devait résulter spontanément des actes d'échange marchands privés, d'autant plus bénéfiques qu'ils se dérouleraient dans un marché* mondial sans entraves. L'ajustement structurel libéral s'est substitué à la planification et à la régulation tant économique que sociale du développement. La recherche de la satisfaction des besoins locaux a cédé la place à la spécialisation imposée par le marché* en vertu de la théorie des avantages comparatifs. Ce dogme s'est élaboré et répandu au plus fort de la vague libérale qui a submergé le monde sous la houlette notamment des monétaristes et des économistes de l'offre rendus arrogants parce que les politiques d'intervention keynésienne et les expériences de planification centralisée avaient pour la plupart failli : selon eux, les politiques publiques ne pouvaient qu'introduire des distorsions.

Toutes les préconisations du FMI et de la Banque mondiale allaient dans le même sens :

- Abaissement de toutes les barrières douanières pour tous les produits que cherchent à exporter les pays développés mais réticences pour supprimer les subventions à leur agriculture (plus de 350 milliards de dollars par an) ou bien pour laisser entrer les produits textiles pour lesquels beaucoup de pays en voie de développement ont des avantages comparatifs.

- Libéralisation des marchés financiers : ce processus est exigé des pays en voie de développement dans des délais beaucoup plus courts que ceux que s'étaient accordés les pays développés. Le FMI conseille aux pays dont les entreprises privées empruntent aux banques internationales à des taux élevés de prendre la précaution d'augmenter d'un montant équivalent leurs réserves qui seront placées en bons du Trésor américain à un taux bien plus faible. Quand il accorde un crédit dans le but de maintenir un temps le taux de change à un niveau élevé, c'est pour permettre aux investisseurs étrangers et aux riches nationaux de faire sortir avantageusement leurs capitaux grâce à des marchés désormais bien ouverts.

- Privatisations pour renforcer les monopoles privés avec la complicité des gouvernements locaux et étrangers. Ainsi, la privatisation du téléphone en Côte d'Ivoire s'est faite de telle sorte que France Telecom s'adjuge le monopole du réseau fixe et du réseau mobile et ensuite pratique une hausse considérable des tarifs. En Argentine, le gouvernement français fit pression pour que le contrat de concession de la compagnie Aguas Argentinas à la Lyonnaise des eaux soit réécrit plus favorablement pour cette dernière.

Derrière cette nouvelle stratégie se cache en fait l'abandon de toute finalité de développement* véritable pour laisser la place à un objectif de constitution d'un marché* mondial unifié consacrant le pouvoir d'une finance surpuissante, en profitant du fait que les pays pauvres avaient besoin de financement, puis de refinancement à cause d'une dette en croissance vertigineuse, pour leur imposer les plans d'ajustement structurel.

L'ampleur des dégâts occasionnés par ces politiques est aujourd'hui reconnue par tous : explosion des inégalités, régression des couvertures sociales, dans certains cas recul de l'espérance de vie et de l'alphabétisation, engrenage de la dette.

L'Afrique, pourtant considérée par la BM comme ayant particulièrement appliqué les consignes libérales, a connu des résultats très décevants en termes de croissance et de développement humain mesuré par l'IDH, essentiellement parce que ces consignes ne prennent pas en compte les spécificités économiques, politiques et culturelles locales et parce que les restrictions budgétaires ont eu un impact récessionniste immédiat tandis que les restrictions de dépenses de santé et d'éducation handicapent le développement à long terme.

Par exemple, le Sénégal qui compte presque 10 millions d'habitants dont près des trois quarts vivent de l'agriculture a vu sa dépendance alimentaire s'accroître au fur et à mesure de l'application des orientations du FMI et de la BM. Ce pays avait hérité du colonialisme français d'une spécialisation dans l'arachide destinée à l'exportation, l'obligeant à importer du riz pour pallier les cultures vivrières devenues insuffisantes. Lorsqu'après l'indépendance en 1960 la France cessa de soutenir le prix de l'arachide, les revenus des paysans s'effondrèrent. Vinrent ensuite le FMI et la BM qui imposèrent leur thérapie libérale : accentuation du désengagement de l'Etat qui supprime les subventions, libéralisation de toutes les filières (arachide mais aussi coton, riz et sucre). En 1994, la dévaluation du franc CFA augmente le prix des intrants agricoles. Au même moment, le Sénégal adhère aux accords de Marrakech instituant l'OMC qui libéralise la circulation des produits agricoles, et le pays se retrouve aujourd'hui fortement dépendant avec une population paysanne appauvrie.

Le plus souvent, corrélativement à la baisse des budgets publics, la politique de crédit est restrictive. Que ce soit par le biais des quantités ou par celui des taux d'intérêt, la création monétaire est réduite en même temps que le financement monétaire du déficit public. Le FMI préconise des taux d'intérêt réels positifs pour favoriser l'épargne, en fait pour attirer celle venant de l'extérieur. Le choix est donc de laisser les marchés financiers devenir les bailleurs de fonds principaux.

Le « consensus de Washington » imposé à tous les peuples de la terre escompte de la libéralisation une allocation des ressources vers les secteurs susceptibles de vendre sur le marché* mondial dans le but de faire entrer des devises, améliorer le solde de la balance des paiements et ainsi être en mesure de rembourser les créanciers internationaux, objectif suprême. Financer le développement cesse d'être un objectif en soi. L'important est de fournir des garanties aux groupes financiers internationaux.

Les résultats de ces politiques ont été tels que, dans le courant des années 1990, des voix se sont élevées au sein même des institutions internationales contre ce « consensus de Washington » pour réclamer un assouplissement de l'ajustement. Mais celles-ci ont eu vite fait de reprendre la main et d'habiller le dogme pour le rendre plus présentable : la « bonne gouvernance » était née. Loin de réviser le consensus précédent, la « bonne gouvernance » l'a parachevé : l'allocation des ressources doit se faire par le marché* auquel l'ensemble de la société est subordonné.

Crise

Terme générique pour désigner une rupture de tendance et/ou l'exacerbation d'une ou plusieurs contradictions. Par exemple, on parlera de crise économique, de crise écologique*.

La raison essentielle des crises économiques récurrentes du capitalisme* est selon Marx la moindre rapidité de l'augmentation des profits* par rapport au capital* engagé, puisque seul le travail* crée de la valeur* nouvelle et que le capital* investi dans les équipements croît plus vite que celui destiné à payer la force de travail*. Une crise est donc toujours le signe d'une suraccumulation de capital*, c'est-à-dire de surproduction de marchandises* par rapport à la demande solvable. Cependant, le capitalisme* surmonte ses crises* s'il parvient à modifier le partage salaires/profits à son avantage (en laissant monter le chômage* par exemple) ou à augmenter tellement la productivité* du travail* que la baisse des coûts de production (et donc des prix) compense l'augmentation du volume des équipements à mettre en œuvre, de telle sorte que le taux de profit* augmente. Cette analyse peut très bien s'appliquer à la situation de crise des années 1970 et au rétablissement néo-libéral qui a suivi.

La crise écologique* apparaît de plus en plus nettement depuis la deuxième moitié du XX^e siècle. Elle a pour visage l'épuisement progressif des ressources naturelles, les multiples pollutions, la dégradation et l'érosion des sols, la désertification et la déforestation, la réduction de la biodiversité*, l'effet de serre et le réchauffement du climat*. Elle a pour origine les activités humaines menées en vue de satisfaire avant tout les exigences de rentabilité des capitaux investis sans égard pour les équilibres permettant à la vie de se reproduire. Cependant, le capitalisme* privé et la dictature du marché* n'ont pas l'exclusivité de la dégradation écologique* puisque l'URSS et les pays dans son orbite qui ont prétendu au cours du XX^e siècle avoir aboli le règne du profit* ont engendré des désastres écologiques* d'aussi grande ampleur que ceux de l'occident capitaliste.

C'est la raison pour laquelle un débat existe au sein de la problématique écologiste* : la critique écologiste* dépasse-t-elle la critique du capitalisme* ou bien doit-elle être intégrée à celle-ci ? Dans le premier cas, les aspirations portées historiquement par le mouvement ouvrier sont considérées comme secondaires au regard des impératifs écologiques*, voire antagoniques avec ceux-ci. Dans le second, l'accent est mis sur la nécessité de relier la question sociale et la question écologique*, compte tenu, d'une part, du fait que les dommages sociaux et écologiques* frappent en premier lieu les populations les plus démunies, et, d'autre part, du fait que la mise en coupe réglée de la planète est organisée par un système capitaliste devenu aujourd'hui mondial.

Cette discussion a des prolongements politiques importants. Ceux pour qui la question sociale est aujourd'hui moins importante mettent en cause principalement un productivisme* défini indépendamment de la société qui le secrète : c'est produire pour produire. Ceux pour qui la résolution de la crise* sociale et celle de la crise* écologique* ne peuvent être séparées mettent en cause le capitalisme* dont le productivisme* est la conséquence : le productivisme* n'est pas produire pour produire puisque les productions non rentables sont délaissées, c'est produire pour le profit* d'une classe* (la bourgeoisie privée qui accumule du capital* ou bien, dans le cadre d'un capitalisme* d'Etat, une classe* bureaucratique qui concentre le pouvoir).

Croissance

La croissance économique est l'augmentation sur une période donnée de la production. Elle est mesurée par un indicateur* monétaire, le produit intérieur brut.

La croissance étant cumulative, si la production augmente de 2% par an, elle double en 35 ans ; si la production augmente de 5% par an, elle double en 14 ans. Phénomène exponentiel si aucun obstacle ne l'arrête, ses partisans les plus convaincus font comme s'il pouvait tendre vers l'infini.

Les causes de la croissance sont multiples. La première tient à la dynamique de l'accumulation* impulsée par le capitalisme*. Celui-ci favorise la poursuite de gains de productivité* du travail* par l'amélioration des équipements, la rationalisation du travail* et souvent l'intensification de celui-ci. Cette croissance de la production se heurte ensuite à la contrainte de débouchés qui justifie à long terme les concessions faites aux salariés sous forme d'augmentation de salaires.

Après la seconde guerre mondiale, les politiques de croissance ont souvent été des politiques dites de relance de la demande (de consommation et/ou d'investissement*) pour atténuer les fluctuations de l'activité. En particulier, les salaires progressaient sensiblement au rythme de la productivité*, ce qui stabilisait le partage salaires/profits* dans le PIB. Avec les politiques néo-libérales ultérieures, elles furent abandonnées au profit de politiques axées sur l'austérité pour les pauvres et sur l'enrichissement pour les riches. Du point de vue de ces derniers, les politiques inspirées du libéralisme* sont un modèle de réussite !...

Mais, compte tenu de la crise* écologique*, tous ceux qui cherchent une issue à la question sociale, dont ceux qui se réclament du mouvement alter-mondialiste, doivent élaborer une réponse différente de celle du recours à la croissance infinie pour résoudre les problèmes posés à l'humanité.

D

Décroissance

Au sens strict, c'est-à-dire physique, le terme désigne la diminution de la production. Comme la croissance, la décroissance est un phénomène cumulatif si aucune limite n'est fixée. Une diminution de la production de 2% par an aboutit à une réduction de moitié au bout de 34 ans et de trois quarts au bout de 69 ans. Une diminution de 5% par an réduit la production à quasiment zéro au bout de 90 ans. Dans un sens plus symbolique, le terme est utilisé par ses partisans pour contribuer à amorcer la transformation des imaginaires focalisés pour l'instant sur la croissance perpétuelle.

Le plus souvent, les partisans de la décroissance immédiate pensent qu'il n'y a pas lieu de distinguer croissance* et développement* et de ce fait rejettent les deux notions en bloc. La discussion avec eux porte déjà sur ce point. Ensuite, il convient de savoir, premièrement si la décroissance doit concerner toutes les productions ou bien certaines, deuxièmement si elle doit concerner toutes les populations du monde, riches comme pauvres, ou si ces dernières peuvent connaître un temps de croissance*, et troisièmement si, le principe d'une diminution de certaines productions (ou toutes ?) étant admis, cette décroissance doit être immédiate ou précédée d'une phase intermédiaire de décélération de la croissance*.

Le problème du chômage* est un bon exemple de contradiction à surmonter pour une transformation de la société. Au sein du courant de la décroissance, beaucoup pensent que le plein emploi* est un objectif à abandonner parce qu'il serait consubstantiel à une société dominée par le productivisme*. Alors que dans une problématique socio-écologique*, on peut concevoir la réduction du temps de travail* comme un moyen de surmonter le piège tendu par le capitalisme* : chômage* ou dévastation de la planète. Un autre sujet sensible porte sur l'évolution de la démographie* mondiale : faut-il restreindre la population, comme le disent certains partisans de la décroissance, ou bien se préparer à accueillir au cours du prochain demi-siècle l'augmentation de moitié de la population qui se produira ?

Démographie

La population mondiale est aujourd'hui d'environ 6,3 milliards d'habitants. Elle va continuer d'augmenter jusqu'au milieu du XXI^e siècle pour atteindre vraisemblablement entre 9 et 10 milliards et ensuite se stabiliser. Cela parce que le processus de « transition démographique » (baisse des taux de mortalité infantile, puis baisse des taux de fécondité, puis baisse des taux de natalité) est en cours partout dans le monde. Il est encore cependant moins avancé en Afrique.

Le taux de fécondité est le nombre moyen d'enfants par femme au cours de sa vie, et le taux de natalité est le rapport entre le nombre de naissances et la population à un moment donné. La transition démographique est le laps de temps qui s'écoule entre le moment où la fécondité diminue et celui (une génération au moins plus tard) où la natalité se ralentit, car il peut y avoir durant ce temps un grand nombre de femmes en âge de procréer qui donnent naissance à beaucoup d'enfants, même si elles en ont peu chacune.

Longtemps, les adeptes du malthusianisme ont soutenu l'idée selon laquelle le sous-développement était dû à une trop forte croissance démographique. Or, l'histoire a montré que c'était la relation inverse qui était vraie : au fur et à mesure du développement*, la transition démographique s'amorce.

Dettes

En une trentaine d'années, la dette extérieure des pays plongés dans le sous-développement* est passée de 50 à 2450 milliards de dollars, sous l'effet de la très forte montée des taux d'intérêt à partir de 1979 et de la soumission de plus en plus grande de ces pays aux préconisations libérales de l'ajustement* structurel. Un engrenage de l'endettement a été enclenché qui aboutit à un service de la dette (remboursement + intérêts) annuel colossal de 300 à 350 milliards de dollars (soit 6 à 7 fois plus que l'aide* publique des pays riches au développement* des pays pauvres) payé par les pays endettés aux banques internationales.

L'annulation de la dette du tiers-monde se heurte à l'intérêt des banques qui ne veulent pas voir tarir ces flux financiers énormes et à la volonté des grandes puissances de ne pas laisser trop de liberté à des politiques de développement* autonomes.

Parmi les arguments avancés pour exiger l'annulation de la dette, il y a le fait que, depuis 30 ans, les pays du tiers-monde ont remboursé au moins 4 fois l'équivalent de leur dette. Il y a aussi la mise en évidence d'une dette écologique* immense, non chiffrable, laissée à la planète entière par le développement* capitaliste des pays riches ayant engendré pollution et épuisement des matières premières*.

Développement

Le développement recouvre des aspects inséparables comme la démographie*, la production, les techniques, les connaissances, la productivité* du travail*, les rapports* sociaux, les institutions, les valeurs et la culture. Il englobe les transformations de tous ces facteurs. Il ne se réduit donc pas à la simple mise en relation des deux premiers, la démographie* et la production. Il les dépasse parce qu'il renvoie à une idée de mieux-être, bien au-delà du plus-avoir que l'augmentation de la production par habitant permet. Alors que la croissance* est une notion quantitative, le développement est une notion qualitative.

Le débat porte sur le point de savoir s'il est possible de séparer la croissance* économique, c'est-à-dire l'augmentation de la production, et le développement, c'est-à-dire l'amélioration du bien-être.

Pour les libéraux, la distinction entre les deux notions est de pure forme car, dans leur esprit, l'amélioration du bien-être ne peut provenir que d'une extension perpétuelle de la satisfaction apportée par une consommation toujours plus grande. C'est à ce courant que se rattache principalement la version officielle du développement durable issue du rapport Brundtland* – proche de la notion de soutenabilité* faible – postulant qu'il est possible de rendre compatibles croissance* économique perpétuelle, satisfaction de tous les besoins humains et préservation des équilibres écologiques*.

La plupart des partisans de la décroissance* manifestent leur opposition à la croissance* et au développement qu'ils considèrent comme indissociablement pervers.

Les économistes du développement issus des courants tiers-mondistes ou proches d'eux pensent que la croissance* est une condition nécessaire du développement mais pas suffisante.

La conception développée dans le livre du Conseil scientifique d'Attac et dans le « 8 pages » sur le développement est que, si la croissance* est dans un premier temps nécessaire au développement, elle peut cesser de l'être ensuite. Autrement dit, la croissance* n'est pas une condition suffisante du développement et n'en est pas non plus une condition toujours nécessaire. Le développement est alors redéfini autour de la satisfaction des besoins essentiels pour tous les humains, le respect de leurs droits et libertés, l'utilisation raisonnable des ressources naturelles, la préservation des biens communs hors de toute privatisation et marchandisation, la répartition équitable des richesses, la socialisation de l'accès à l'éducation, la culture, la santé, la retraite, l'eau, l'énergie, etc.

Développement durable ou soutenable

En 1987, le Rapport Brundtland* remis à l'ONU définit ainsi le développement durable ou soutenable en anglais : « Le développement soutenable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Cette définition est ensuite adoptée officiellement lors de la Conférence de Rio de Janeiro en 1992. Selon ses concepteurs initiaux, le développement durable doit concilier trois impératifs : le premier est économique, c'est celui de la croissance ; le second, social, est celui de la réduction de la pauvreté ; et le troisième est écologique afin de préserver les écosystèmes. La poursuite de la croissance économique est considérée comme une condition éternellement nécessaire de la réussite des deux autres, en pariant qu'elle n'entrera jamais en contradiction avec eux.

C'est ce pari qui est à la base des doutes qui ont été émis envers ce concept de développement durable au moment où tous les gouvernements du monde et tous les dirigeants des entreprises multinationales s'en sont réclamé en jurant qu'on ne les y prendrait plus et qu'ils seraient dorénavant « responsables socialement et écologiquement ».

Don

Depuis les travaux pionniers de Marcel Mauss sur le don (1923), les anthropologues ont montré qu'aucune économie marchande ne pourrait fonctionner s'il n'existait pas à côté d'elle un espace de relations sociales caractérisées par la gratuité* et la réciprocité.

Le paradigme du don est radicalement étranger au paradigme de l'échange marchand de même qu'à celui de la charité. Dans l'échange marchand, il y a deux acteurs : l'acheteur et le vendeur. Dans le cas de la charité privée, individuelle, il y a aussi deux acteurs : le donateur bienfaiteur qui prend ainsi l'avantage symbolique et politique sur le donataire, placé immédiatement en situation de dominé, de dépendant, et qui n'a plus d'autre solution que de continuer à demander l'aumône. Dans le cas du don qui sort de la sphère privée parce qu'il constitue un acte social, il y a toujours la médiation d'un tiers, la présence d'un troisième acteur qui empêche que

s'instaure la situation de domination. Le face à face précédent est rompu. Le tiers qui s'intercale entre le donateur et le donataire met la distance nécessaire afin que le risque de domination ne devienne pas réalité. Dans le cas de la protection sociale et des services* non marchands, la collectivité publique brise la relation individuelle pour faire de la gratuité* une construction sociale, le résultat d'un projet collectif, conscient et assumé comme tel.

Droits

Pour les penseurs libéraux, au fondement du capitalisme* figurent des droits naturels, au premier rang desquels vient le droit propriété privée qui atteint ainsi selon eux un degré d'universalité*. Face à cette doctrine, il est possible de montrer qu'il n'existe aucun droit d'essence naturelle (ou surnaturelle), mais que tous les droits sont des constructions sociales, résultant le plus souvent de rapports* de forces. Ainsi, pour contrebalancer le droit de propriété qui fut une conquête historique de la classe* bourgeoise, furent bâtis peu à peu un droit du travail* et un droit à la protection sociale pour plus de justice* sociale.

E

Echange inégal

Les termes de l'échange mesurent le rapport du prix des exportations au prix des importations. Si au cours d'une période un pays a besoin d'exporter davantage de marchandises* pour obtenir la même quantité d'importations, ses termes de l'échange se dégradent. Ce fut le cas globalement pour les pays sous-développés producteurs et exportateurs de matières premières* et de produits primaires pendant les décennies 1950 et 1960. A partir de 1973 jusqu'à la fin de cette décennie, le mouvement s'inversa, principalement pour les producteurs de pétrole mais aussi pour les producteurs d'autres matières premières*. Ensuite, la tendance à la baisse des termes de l'échange pour les pays pauvres reprit fortement le dessus, surtout au cours de la décennie 1980. Certaines matières premières* et les produits de base tels que le café et le cacao ont perdu entre 1980 et 2000 jusqu'à 50% de leur pouvoir d'achat.

La théorie de l'« échange inégal » d'Arghiri Emmanuel (1969) se propose de critiquer radicalement le libre-échange*. Puisque le capital* est devenu parfaitement mobile, les prix mondiaux qui se forment incluent une rémunération moyenne du capital*. De ce fait, les prix s'écartent des équivalents-monétaires des contenus en travail* des productions échangés sur le marché* mondial. Les pays à bas salaires, mais utilisant des techniques comparables aux pays développés, sont donc victimes d'un échange inégal. De même, les échanges de biens* primaires produits avec une faible productivité* contre des biens* industriels produits avec une haute productivité* dans les pays développés donnent lieu à une forme d'échange inégal car les écarts de prix dépassent les écarts de productivité*. Cela signifie que derrière un échange de marchandises* de 1000 dollars contre 1000 dollars se dissimule un échange de quantité de travail* fort inégales au détriment des pays à bas salaires.

Si les termes de l'échange s'améliorent, l'échange devient un peu moins inégal ; s'ils se détériorent, l'échange devient plus inégal.

Ecologie

« Etude des milieux où vivent des êtres vivants ainsi que des rapports de ces êtres entre eux et avec le milieu » (Dictionnaire Robert). Par extension, le terme désigne aussi le courant de pensée qui cherche à préserver les équilibres naturels en intégrant l'homme dans son environnement de telle sorte que celui-ci ne soit pas irrémédiablement dégradé, sous peine de crise* écologique* rendant impossible la soutenabilité* du développement*.

Selon l'hypothèse formulée par James Lovelock, la biosphère est un système vivant (un « être vivant » qu'il appelle *Gaïa*, du nom grec de la déesse Terre) qui s'adapte pour que les conditions de la vie soient les meilleures possibles. Plus les systèmes vivants se complexifient, plus leur stabilité et leur capacité de reproduction s'étendent. Par leurs interactions, les systèmes vivants sont plus qu'une agglomération d'individus ; en ce sens, l'écologie est une approche holiste du monde.

L'écologie institue donc un autre rapport au monde que celui qui prétend que l'homme a vocation à dominer et domestiquer la nature. On entre donc dans le domaine des valeurs et on sort de celui de la valeur* de l'économie*.

L'*écologie profonde* (en anglais « deep ecology ») est un courant de l'écologie qui refuse une approche anthropocentrique de l'écologie et privilégie au contraire une approche dans laquelle le respect de la vie ne comporte pas de hiérarchie : la vie des espèces animales et végétales faisant partie du même tout que la vie de l'espèce humaine, il n'y a pas de raison d'accorder une priorité à cette dernière. Cette conclusion est controversée au sein même de l'écologie.

Economie

Le terme désigne d'une part l'activité de production et de répartition à laquelle se livrent les humains dans un cadre social donné, et d'autre part l'analyse de cette activité, en quelque sorte l'objet et son étude. Si l'on s'en tient à l'objet lui-même, Aristote avait distingué l'administration de la maison – la véritable *économie* à ses yeux – et la *chrématistique*, c'est-à-dire l'art d'acquérir des richesses* qui ne comporte pas de limite. Etait ainsi entrevu le hiatus possible entre la recherche du bien-être et l'accumulation* de richesses* marchandes.

En soumettant l'ensemble des forces de travail* au régime du salariat et en prenant ainsi possession du temps de vie des travailleurs, le capitalisme* a érigé la recherche du profit* en finalité au point de faire apparaître son économie comme la seule économie possible dont les lois seraient incontournables et s'imposeraient dans toutes les sphères de la vie sociale. Par voie de conséquence, l'économie en tant que discipline est transformée en une apologie du système et prétend servir de modèle à toutes les autres sciences sociales. Ainsi la figure de l'*homo œconomicus**, individu rationnel, autonome, coupé de toute influence sociale, cherchant son intérêt maximum, est au fondement de la pensée libérale.

L'*économisme* est une tendance à voir dans l'économie (au sens de l'activité) le principe unique directeur de l'évolution des sociétés. Cette interprétation est fréquente à l'intérieur de la pensée libérale et aussi de la pensée marxiste. Or, bien qu'elles soient très souvent assimilées sur ce point, ces deux pensées donnent un sens radicalement différent au primat de l'économie. Pour le libéralisme*, le primat de l'économie s'exerce au niveau des finalités, alors que pour Marx, critiquant ces finalités capitalistes, le primat de l'économie s'exerce au niveau des causes à l'intérieur d'un rapport* de forces social. La confusion entre ces deux niveaux, l'un normatif et l'autre positif, aboutit à l'erreur d'assimiler ou de réduire tout raisonnement économique à de l'économisme, entendu péjorativement.

Effet de serre

L'effet de serre est dû à la propriété des gouttelettes d'eau, des cristaux de glace et des gaz polyatomiques comme la vapeur d'eau, le gaz carbonique (CO₂), le méthane (CH₄), l'ozone (O₃), l'oxyde nitreux (N₂O) et les composés chlorofluorocarbonés d'absorber le rayonnement infrarouge. Naturellement, la terre est en équilibre thermodynamique* puisqu'elle intercepte la puissance lumineuse solaire dont elle réfléchit une partie, absorbe le reste et émet vers l'espace son propre rayonnement. C'est alors qu'une partie du rayonnement tellurique est absorbée et renvoyée vers la terre par les composés gazeux des basses couches atmosphériques parce que, si les rayonnements solaire (la « chaleur lumineuse » solaire) peut traverser l'écran de gaz, le rayonnement tellurique (la « chaleur obscure » émise par la terre) en reste prisonnier. L'effet de serre rend donc la vie possible sur terre, sans lequel il ferait -150° la nuit et 100° le jour.

L'effet de serre est accentué par les activités économiques, principalement celles qui émettent des gaz à effet de serre, comme l'industrie, les transports, l'agriculture et le chauffage. L'humanité envoie dans l'atmosphère quelques 8 milliards de tonnes d'équivalent-carbone (tec : 1 tec = 3,7 t CO₂) par an, soit 8 fois plus qu'il ne faudrait pour simplement stabiliser les concentrations. Mais ces émissions sont très inégalement réparties puisque un Américain moyen émet 5,5 tec par an et un Népalais 0,035, ce qui explique certaines des difficultés éprouvées pour mettre en œuvre le protocole de Kyoto*.

Le gouvernement français a annoncé vouloir diviser par quatre la quantité de gaz à effet de serre émis par la France d'ici 2050, soit une baisse de 75%. Or, au rythme actuel nous les aurons diminués de ...7,2%

Emploi

Le niveau de l'emploi est la résultante de plusieurs facteurs : l'évolution de la production, de la productivité* du travail* et du temps de travail*. Dans l'optique économique dominante, la croissance* permanente de la production est justifiée au nom de l'emploi alors que celui-ci, au sein du capitalisme*, sert le plus souvent de variable d'ajustement selon les besoins du capital*. S'élevant contre les politiques réceptionnistes dans l'entre-deux-guerres, Keynes a montré que le capitalisme* ne parvient pas spontanément à un équilibre de plein emploi puisque l'emploi est fonction des débouchés anticipés par les entreprises, d'où la nécessité d'une intervention de l'Etat en cas de ralentissement de l'activité économique.

Dans une optique socio-écologique*, le plein emploi doit être visé en ajustant le temps de travail* aux besoins à couvrir et à la population active disponible. Ainsi, la recherche du plein emploi n'a rien à voir avec le productivisme*, contrairement à une opinion que l'on rencontre parfois dans certains cercles critiquant ce dernier et qui ont pris leur parti du chômage* au prétexte d'une soi-disant fin du travail*.

Le discours libéral tend aujourd'hui à moins parler du taux de chômage que du taux d'activité qui mesure la proportion d'une tranche d'âge qui occupe un emploi. Cela dans le but de convertir à l'idée qu'il faut travailler davantage, plus longtemps, si possible pour le même salaire, voire moindre pour que les emplois correspondants soient créés. En langage libéral, cela s'appelle... « réhabiliter le travail ».

Empreinte écologique

C'est un indicateur élaboré par William Rees et Mathis Wackernagel (1996) mesurant la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines (agriculture, constructions, infrastructures, déversoirs pour déchets, etc.). Rapportée à la surface de la Terre susceptible de recevoir ces activités, l'empreinte indique si le seuil d'acceptabilité de la Terre est atteint ou non. Selon des calculs récents de l'organisation *Redefining Progress*, l'empreinte écologique* serait passée au niveau mondial de 70% de la planète en 1960 à 120% en 1999, ce qui signifie que nous aurions dépassé de 20% la capacité d'absorption de celle-ci par rapport au seuil en-deçà duquel n'y aurait pas de dégradation irréversible de la planète. Cette dégradation générale ne doit pas faire oublier les énormes inégalités : un Américain du Nord a une empreinte de 9,6 hectares, soit 7 fois plus qu'un Africain ou un Asiatique. Selon cette analyse, il faudrait quatre à cinq planètes si toute la population mondiale consommait comme un habitant des Etats-Unis.

Energie

La consommation mondiale d'énergie primaire a été multipliée par 4 depuis 50 ans. En 1999, elle atteignait 10 milliards de tonnes équivalent-pétrole (tep). 20% des habitants consomment 60% de l'énergie produite. Les 2 milliards les plus pauvres (moins de 1000 \$ par an et par personne) consomment moins de 0,2 tep par habitant et par an. Les 1,2 milliards les plus riches (plus de 22 000 \$ par an et par personne) consomment 5 tep par habitant et par an.

Sources d'énergie primaire (converties en tep) dans le monde : pétrole (35%), charbon (24%), gaz naturel (21%), nucléaire (7%), énergies renouvelables (13%, dont biomasse 11,1%, hydraulique, 2,3%, géothermie, éolien, solaire, etc. 0,5%).

En 1997, le Commissariat général du plan français a élaboré plusieurs scénarios d'évolution pour la consommation mondiale d'énergie à l'horizon 2050. Si la consommation énergétique se poursuivait selon les tendances passées, la consommation mondiale augmenterait de 150%. A ce compte-là, les ressources de pétrole seront épuisées et les déchets nucléaires seront multipliés par 17. Les scénarios plus écologiques* fondés sur une réorientation des infrastructures permettant une baisse importante de l'intensité* énergétique, sur un développement* des énergies renouvelables (éolienne et solaire notamment) et sur une meilleure répartition entre pays riches et pays pauvres aboutissent à des résultats plus encourageants, mais ne dispensent pas de diversifier au maximum les sources d'énergie pour satisfaire une demande qu'il s'agit de faire évoluer dans le sens d'une économie (au sens d'économiser) parallèlement à l'offre.

Etat

L'analyse de l'Etat est sans doute l'un des points faibles de toutes les théories des mouvements progressistes. Sans doute penser l'Etat est-il aussi difficile que de penser la figure que lui oppose le libéralisme* : le marché*. Sa nature complexe et contradictoire y est aussi pour beaucoup car il est au cœur de la relation individu-société.

Toutes les grandes philosophies politiques ont essayé de théoriser l'origine et la nature de l'Etat. Au XVII^e siècle, le philosophe Thomas Hobbes explique que chaque individu remet une part de sa liberté entre les mains du « Léviathan » pour quitter cet état de nature où « l'homme est un loup pour l'homme ». C'est la source du monopole de la violence légitime détenu par l'Etat. Peu après, John Locke lui répond que l'Etat naît du libre consentement des hommes à parachever le contrat social qu'ils ont noué : le droit garanti et accroît la liberté. Jean-Jacques Rousseau va encore plus loin dans *Le contrat social* (1762) en situant le fondement du politique dans la souveraineté du peuple qui exprime la volonté générale irréductible à la somme des intérêts individuels. La règle publique (*res publica*) est la seule défense contre le développement des inégalités, autre thème de réflexion de Rousseau. Tel est le socle sur lequel s'est bâtie la philosophie politique du libéralisme pendant le siècle des Lumières.

Au XIX^e siècle, la naissance du socialisme fait émerger une autre approche. Pour Marx et Engels, l'Etat trouve sa source dans la défense de la propriété privée. Il ne peut donc être que l'émanation de la classe dominante, chargée, en tant que superstructure politique, de maintenir par la force et l'idéologie les rapports* de production dominants. On retrouve ici le rôle déterminant que le marxisme fait jouer à l'infrastructure économique. Toutefois, Marx et Engels insistent sur le fait que, pour que l'Etat soit un Etat de classe efficace dans la reproduction de la société en classes*, il faut qu'il se tienne au-dessus des classes : sans Etat en mesure de gérer les compromis sociaux provisoires, la société se « consumerait ». L'histoire des expériences révolutionnaires du XX^e siècle a montré, d'une part, que la thèse marxiste du dépérissement de l'Etat (ou sa cousine anarchiste de l'abolition de l'Etat) méconnaissait ce caractère dialectique pourtant entrevu par les deux penseurs, et d'autre part, que le sacrifice des libertés trop vite baptisées de bourgeoises et donc « formelles » à l'époque du stalinisme conduisait à la négation de la démocratie.

Aujourd'hui, nous devons donc assumer un héritage à plusieurs facettes. L'Etat est indéniablement un agent de la reproduction sociale, mais il est aussi le lieu où se nouent et se gèrent, en fonction des rapports de forces sociaux, les alliances de classes, les compromis entre elles. Il est donc l'enjeu d'une lutte pour la détention

du pouvoir entre ces classes*. Il représente enfin l'un des pôles de l'exercice de la démocratie : celui de la démocratie représentative avec sa forme parlementaire la plus fréquente, face à celui de la démocratie que l'on appelle maintenant participative qui exprime l'aspiration du contrôle populaire direct et de l'autogestion. Au sein du mouvement altermondialiste, dans sa phase actuelle, la tension/harmonisation entre ces deux pôles n'est pas encore ni assumée, ni réglée. Cela est d'autant moins simple que, parallèlement, le néo-libéralisme s'ingénie à réduire le plus possible la face « contrat social » de l'Etat garant de l'intérêt général pour n'en conserver que sa face « gendarme » de l'ordre dominant.

Exploitation

Ce concept élaboré par Marx caractérise le rapport social imposé par le capitalisme*. La classe* capitaliste, propriétaire des moyens de production, loue la force de travail* des prolétaires salariés, leur verse un salaire couvrant juste leurs besoins et s'approprie la différence avec la valeur* créée par les travailleurs. Cette différence appelée « plus-value* » constitue la source du profit* qui élargit sans cesse l'accumulation* du capital*.

Selon Marx, le profit peut croître par l'augmentation de la « plus-value absolue », c'est-à-dire par accroissement de la durée du travail et de son intensité pour un même salaire ou par une baisse du salaire pour une même durée et intensité du travail. Ce fut le cas durant une grande partie du XIX^e siècle et cette pratique revient avec la précarisation accompagnant aujourd'hui les politiques néo-libérales. Le profit peut croître aussi par l'augmentation de la « plus-value relative », c'est-à-dire par accroissement de la productivité du travail pour diminuer la valeur des biens de consommation achetés par les salariés. Ce fut la règle pendant la période de régulation fordiste après la seconde guerre mondiale.

Externalité

Une externalité est une conséquence positive ou négative engendrée par l'activité d'un agent sur un autre, sans que cela se traduise par un prix de marché*. La pollution est un exemple d'externalité négative parce que des coûts sociaux sont ignorés au-delà des coûts privés couverts par les prix de marché* (par exemple, le prix du porc ne comprend pas le coût de la pollution des nappes phréatiques par le lisier des élevages industriels). La présence d'externalités dans un sens ou dans l'autre est la preuve de l'incapacité du marché* à prendre en compte tous les aspects de la vie en société et de la nécessité d'une régulation collective.

Le libéralisme* postule que le marché* peut résoudre ce problème en « internalisant » les externalités. Et pour cela, il faut créer ledit marché* et, auparavant, privatiser les biens publics* ou communs. En revanche, le libéralisme* fait semblant d'ignorer les externalités positives résultant des investissements* publics.

F

Finance

Le capitalisme* évolue vers un régime financiarisé, c'est-à-dire dans lequel tout le système productif est orienté pour rendre de plus en plus de valeur* aux détenteurs des titres financiers, actionnaires et créanciers de toutes sortes. Si la rente financière croît plus rapidement que la richesse* produite, comme c'est le cas dans la phase actuelle de mondialisation* du capitalisme*, la part revenant aux travailleurs décroît, de même que la part destinée aux investissements*. Aucune stratégie de soutenabilité* sociale et écologique* ne peut alors être envisagée.

Fordisme

C'est au philosophe marxiste italien du début du XX^e siècle Antonio Gramsci que l'on doit cette expression au moment où s'esquissait aux Etats-Unis la régulation du capitalisme* qui allait se généraliser dans tous les pays développés après la seconde guerre mondiale. Le fordisme est le mode de régulation alliant un régime d'accumulation* intensif générateur de gains importants de productivité* du travail* et un ensemble de procédures institutionnelles chargées d'assurer une gestion efficace de la force de travail. Production de masse par le biais du taylorisme et du travail* à la chaîne et consommation de masse par la progression parallèle des salaires sont ainsi rendues compatibles. L'intervention étatique sur la base du keynésianisme, la progression de la masse monétaire, l'instauration de la protection sociale et l'intégration des syndicats reconnus comme représentatifs des salariés, sont les éléments-clés de cette compatibilité.

L'école dite de la régulation a analysé cette configuration comme la cause principale de la forte croissance* économique de l'après-guerre et, par là-même, a attribué l'origine de la crise des années 1970 à la rupture de cette configuration, notamment du fait du ralentissement des gains de productivité*. Les causes de ce dernier semblent plus mystérieuses : sans doute y a-t-il des causes sociales (résistances ouvrières à l'embrigadement du taylorisme) et des causes tenant à l'évolution de la structure de l'économie (tertiarisation), les unes et les autres susceptibles d'amoinrir la rentabilité du capital*.

G

GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade* ou **Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)**

La conférence internationale de La Havane en 1947 institue une Organisation internationale du commerce mais le projet n'aboutit pas car le Congrès des Etats-Unis refuse la ratification. Aussi les Etats-Unis imposent-ils à 22 autres pays un traité, le GATT, qui est un accord multilatéral ayant pour but d'instaurer le libre-échange des produits industriels par l'abaissement progressif des droits de douane et l'interdiction des contingents d'importations.

Les principes retenus les plus importants sont : la clause de la nation la plus favorisée qui impose d'étendre à tout pays signataire du GATT l'avantage accordé à un ; le traitement national des entreprises est accordé aux entreprises d'autres pays ; le système de préférence généralisée qui accorde aux pays en voie de développement une baisse des droits de douane sur les produits qu'ils exportent dans les pays développés sans obligation de réciprocité.

A partir de 1947 jusqu'en 1994, huit cycles de négociations (appelés *rounds*) sont menés pour achever la suppression des droits de douane, du moins dans les pays développés où ils sont passés d'une moyenne de 40 à 50% à environ 4 à 5%, et pour tenir compte de l'élargissement continu du nombre de pays signataires : 125 pays en 1994.

Lors de la dernière réunion du dernier cycle de négociation (Uruguay Round de 1986 à 1994) qui eut lieu à Marrakech, prenant acte du fait que tous les droits de douane sur les produits industriels avaient pratiquement disparu, les pays signataires décident de créer l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dont la tâche est de généraliser le libre-échange aux produits agricoles et aux services. Le GATT ne disparaît pas mais est intégré sous le nom de GATT 1994 parmi les autres accords qui seront passés sous l'égide de l'OMC.

Gratuité

Lorsque les économistes libéraux feignent de s'étonner que les biens* fournis par la nature n'aient pas de prix et clament : « mais cela ne vaut pas rien, fixons un prix », ils ignorent que la gratuité est ici synonyme d'infinitude et que, par voie de conséquence, tout ce qui a trait à la vie, celle des hommes ou des autres espèces, et tout ce qui a trait aux conditions de la vie, qu'elles soient biologiques, culturelles ou affectives, échappent au marché* et au champ de la monnaie*, pour rentrer dans celui de la gratuité. Réciproquement, la gratuité confère un degré de valeur éthique incommensurable.

Fondamentalement, la gratuité a sa source dans le don* de la vie et la soutenabilité* sociale et écologique* fonde sa légitimité dans la perpétuation de cette vie reçue et donnée gratuitement. Ce qui est dit de la vie humaine peut être étendu aux choses du monde qui nous entoure. La lumière du soleil et l'air doivent rester gratuits. La santé, l'éducation et l'eau* qu'il faut acheminer, les médicaments qu'il faut inventer et fabriquer, ont certes un coût, mais leur caractère non marchand signifie que la cotisation versée par chacun lui donne droit* à sa part de biens* ou services* dont la production est collectivement décidée et organisée, part déconnectée du montant de sa cotisation. La sauvegarde des gratuités existantes et l'extension de leur champ sont-elles des manifestations des « rigidités de la société » ? S'il s'agit de se défendre contre la marchandisation, s'il s'agit de se prémunir contre une stratégie de développement* durable qui se résumerait au business écologique*, assurément. Mais ce qui est accusé d'être du conservatisme, parce que restreignant les possibilités d'accroissement des valeurs d'échange*, est éminemment porteur de valeurs humaines.

H

Homo œconomicus

Figure abstraite du libéralisme* censée représenter l'individu prenant ses décisions rationnellement en fonction d'un calcul comparant coûts et avantages d'une opération, sans subir aucune influence de l'environnement social, à l'image d'un Robinson Crusoé. Or cette « robinsonnade », dixit Marx, à la base de l'utilitarisme*, n'a aucune réalité et ne peut prétendre expliquer les comportements humains, même pas les comportements économiques qui s'insèrent dans un entremêlement de rapports* sociaux, et encore moins l'ensemble des phénomènes de la vie en société.

I

Impérialisme

L'impérialisme désigna d'abord la domination militaire exercée par un Etat sur des territoires et des peuples soumis à un empire centralisé, celui de Rome étant sans doute le plus ancien dans l'histoire. Avec la naissance et le développement du capitalisme, l'exploitation économique s'ajouta à la domination politique et militaire. Le colonialisme joua un rôle dans l'accumulation primitive du capital et, au XIX^e siècle, et des libéraux comme Benjamin Disraeli et Joseph Chamberlain en Grande-Bretagne, et Paul Leroy-Beaulieu en France, théorisèrent sous le nom d'impérialisme la constitution d'empires coloniaux.

C'est cependant à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e que des auteurs non libéraux ou marxistes proposèrent une analyse de l'impérialisme comme phase du développement* du capitalisme* : John Atkinson Hobson (1902), Rudolf Hilferding (1910), Rosa Luxemburg (1913), Lénine (1916). Selon ce dernier, l'impérialisme correspond à la période où les puissances capitalistes ont besoin d'exporter des capitaux pour pallier la chute du taux de profit : sous l'effet de la concentration, s'opère une fusion entre capital industriel et capital bancaire, et, sous l'égide d'un capital devenu financier, les monopoles cherchent à la fois des matières premières bon marché et des débouchés pour leurs capitaux et marchandises en excédent. Rosa Luxemburg se démarque de Lénine car, pour elle, l'impérialisme est une nécessité inhérente au capitalisme qui ne peut se développer sans capter en permanence des débouchés extérieurs à lui-même.

Quelles que soient les nuances entre les théoriciens, la période de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la première guerre mondiale voit se dérouler la première grande vague de financiarisation pendant laquelle les grandes puissances mettent peu à peu en place les conditions d'une déflagration mondiale. La France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne se disputent les empires coloniaux. Les Etats-Unis constituent leurs chasses gardées dans toute l'Amérique. Et le Japon n'est pas loin d'envahir la Chine.

Avec la disparition progressive des empires coloniaux après la seconde guerre mondiale, puis avec la financiarisation actuelle, de nouvelles formes de domination impérialiste voient le jour par le biais de l'intégration de force de l'ensemble des pays émergents ou sous-développés dans le marché* mondial. Libre circulation des capitaux, libre-échange, et privatisations permettent aux grandes firmes multinationales issues des pays du centre, non plus seulement de commercer, mais dorénavant de faire produire les marchandises là où le taux d'exploitation de la main d'œuvre est le plus élevé. Les interventions militaires ou les coups d'Etat fomentés par la CIA viennent assurer le « bon ordre » quand le néo-colonialisme et l'échange inégal ne suffisent pas.

Indicateurs

L'indicateur le plus courant pour mesurer la croissance* économique est le produit intérieur brut (PIB) qui additionne les productions monétaires, qu'elles soient marchandes ou non marchandes, pendant une année. Pour tenir compte de l'évolution démographique, il s'exprime souvent par habitant. Comme il est aussi une mesure du revenu monétaire par habitant, il est un peu abusivement assimilé à un indicateur de développement* malgré ses insuffisances. C'est un indicateur qui ne mesure que la seule richesse* monétaire et qui intègre des activités que l'on peut considérer comme n'apportant pas de bien-être (productions polluantes, activités destructrices, etc.). Pour les comparaisons internationales, il faut le convertir en parité des pouvoirs d'achat*. Le PIB maintient dans l'invisibilité près de la moitié des activités humaines et donne une image incomplète et donc fautive de la manière dont les sociétés utilisent leurs ressources de travail* et la quantité de biens* et de services* dont elles disposent réellement pour répondre à leurs besoins. Mais si l'on ajoutait au PIB l'estimation monétaire arbitraire d'activités non monétaires, le PIB augmenterait fortement sans que la quantité de richesses* disponibles ne varie d'un iota. Il n'y a donc pas lieu de regretter cette faille insurmontable du PIB et de souhaiter le compléter par un ajout qui n'aurait aucune signification puisqu'il n'enregistrerait aucune augmentation réelle de valeurs d'usage ; il ne ferait que donner une traduction monétaire à certaines de ces valeurs d'usage qui n'en avaient pas jusqu'alors. De même il faut se défaire de l'idée selon laquelle le PIB augmente chaque fois qu'un accident de la route se produit ou que quelqu'un est malade. Si le PIB augmente à la suite de ces faits, c'est parce qu'on décide de réparer et de soigner : cela n'enregistre certes pas une amélioration du bien-être mais une restauration sans laquelle le bien-être serait amoindri.

Pour surmonter les insuffisances du PIB, le Programme des nations unies pour le développement (PNUD) calcule depuis 1990 un indicateur de développement humain (IDH) qui est constitué de trois sous-indicateurs : le revenu par habitant, l'espérance de vie et l'accès à l'instruction. Le PNUD calcule aussi un indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) pour tenir compte des inégalités entre hommes et femmes, un indicateur de la participation des femmes (IPF) et un indicateur de la pauvreté humaine (IPH). Tous ces indicateurs donnent des informations complémentaires au PIB sans toutefois s'en détacher beaucoup car il y a une forte corrélation avec celui-ci.

Aujourd'hui, parallèlement au PNUD, de nombreux organismes indépendants tentent d'évaluer le bien-être en dépassant l'étroitesse de vue restituée par les seuls indicateurs économiques. Aux Etats-Unis, Marc et

Marque-Luisa Miringoff ont élaboré en 1996 un « indicateur global de santé sociale » en calculant la moyenne de 16 indicateurs partiels, parmi lesquels la santé, l'éducation, le chômage, la pauvreté et les inégalités, les accidents et risques divers. Les Canadiens Lars Osberg et Andrew Charpe ont construit un « indice de bien-être économique » en faisant la moyenne de quatre indicateurs synthétiques des flux de consommation, des stocks de richesses économique, humaine et environnementale, des inégalités et de la pauvreté*, et de l'insécurité économique liée au chômage, à la vieillesse et la monoparentalité. En France, le Réseau d'alerte sur les inégalités a mis au point le Baromètre des inégalités et de la pauvreté (BIP 40) qui prend en compte six ensembles de critères : l'emploi et les conditions de travail, les revenus et la pauvreté, la santé, l'éducation, le logement et la justice. Le BIP 40 attribue une pondération deux fois plus élevée à chacun des deux premiers ensembles qu'à chacun des quatre autres.

Des recherches sont également menées pour évaluer la durabilité ou soutenabilité du développement. Depuis 1995, l'institut californien *Redefining Progress* a construit un « indicateur de progrès véritable », le *Genuine Progress Indicator* (GPI). La méthode retenue pour celui-ci consiste à ajouter à la consommation des ménages une estimation monétaire du travail* bénévole et du travail* domestique et à soustraire une estimation monétaire des dégradations écologiques et sociales. La principale limite de cette tentative tient à l'arbitraire de l'estimation monétaire faite, mais les renseignements fournis donnent cependant une idée de l'écart existant entre l'évolution de la richesse seulement économique et celle de l'ensemble de la richesse sociale : ces recherches tendent toutes à montrer que, depuis la décennie 1980, un décrochage très net s'est opéré entre l'évolution des PIB et celle du bien-être car les PIB continuent d'augmenter mais le bien-être diminue.

Intensité

Notion utilisée dans des registres différents. En premier lieu, l'intensité capitalistique mesure la quantité de capital* physique (équipements) utilisée par travailleur employé. Elle rejoint la notion de composition organique du capital de Marx mesurant le rapport du capital* consacré à acheter les équipements et celui consacré à acheter la force de travail*. L'intensité capitalistique a tendance à augmenter à long terme.

La notion d'intensité est aussi utilisée pour mesurer la quantité de ressources nécessaire pour produire une unité de bien* ou de service*. Par exemple, on parle d'intensité de la production en ressources naturelles et d'intensité énergétique de la production. Cette notion est parallèle à celle de coefficient de capital* souvent confondue avec la productivité*.

L'intensité en ressources naturelles diminue avec le progrès technique. On pourrait donc produire toujours davantage avec moins de matières premières* et d'énergie*. Or la baisse de l'intensité en ressources naturelles est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production ; la ponction sur les ressources et la pollution continuent ainsi d'augmenter, comme le reconnaît le rapport 2002 du Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d'intensité énergétique : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5% par an dans les pays représentés au sein de l'AIE, puis seulement de 1,5% par an de 1983 à 1990 et de 0,7% par an depuis 1991.

Investissement

Quantité de capital* physique acheté et mis en œuvre pour accroître les capacités de production et donc pour étendre l'accumulation*.

La décision d'investir est prise par les capitalistes en fonction du taux de profit* espéré qui lui-même dépend des débouchés prévus pour les marchandises*. Le renforcement du poids de la finance* élève les exigences de rentabilité et en même temps le seuil à partir duquel l'investissement sera décidé.

Lorsque la collectivité (Etat, collectivités territoriales) décide un investissement public, celui-ci n'est pas soumis à une exigence de rentabilité. Il ne procure aucun revenu à personne, mais il est susceptible de fournir des services* collectifs ultérieurement. Il est en outre souvent générateur d'externalités* positives.

J

Justice sociale

Les inégalités observées dans la société peuvent-elles être expliquées par les mérites de chacun, le riche et puissant étant récompensé de son travail et de son immense talent, le pauvre et faible étant sanctionné pour sa paresse et son maigre talent ? A en croire les économistes néo-classiques*, on n'a pas à se préoccuper de justice sociale car le marché* conduit spontanément à l'optimum* social. Contre cette fantaisie abracadabrante, le débat sur la justice a été renouvelé à partir de la réflexion du philosophe américain John Rawls (1967).

Conservant de l'héritage de la philosophie politique libérale le respect de la liberté individuelle et la notion de contrat social qu'on trouve chez Kant, Locke et Rousseau, Rawls énonce et hiérarchise les principes qui permettraient à la société d'être juste. Le premier, appelé « principe de liberté », est celui qui assure la liberté égale pour tous. Le second appelé « principe de différence » garantit l'égalité des chances et n'admet que les inégalités susceptibles de profiter aux plus démunis. L'égalité fondamentale pour Rawls est l'accès aux « biens sociaux premiers » assurant les « bases du respect de soi-même » (avant tout, les libertés, droits et pouvoirs). La condition pour que les individus acceptent ces principes est qu'ils soient placés dans une situation les conduisant à l'impartialité : les principes sont adoptés sous un « voile d'ignorance » de leur condition personnelle. Pour définir la justice, Rawls substitue la notion d'équité à celle d'égalité.

Pour Rawls, le système politique démocratique est le seul stable car il ne se satisfait d'aucune donnée arbitraire, qu'elle provienne de dotations naturelles ou du hasard de la naissance dans tel ou tel milieu social. Ce système est le seul à se saisir des différences initiales pour les mettre au service de tous. Alors que l'utilitarisme ne voit que des individus isolés, n'étant pas convenus entre eux de règles, pouvant modifier leurs choix dès qu'ils sont en possession de nouvelles informations, la conception rawlsienne prévoit un contrat que la levée du voile d'ignorance ne rompt pas parce que seule la raison a poussé les individus à le conclure. Dans le premier cas, le plus mal placé dans la société sera tôt ou tard sacrifié. Dans le second cas, Rawls veut prouver qu'il reste membre à part entière de la collectivité.

Malgré le renouveau incontestable de la philosophie politique libérale apporté par la théorie de la justice de Rawls et le débat qui s'en est suivi, des critiques très fortes lui ont été portées.

Le philosophe français Jean-Pierre Dupuy (1992) a montré que la conception de Rawls ne s'est pas débarrassée de l'utilitarisme* car elle ne permet pas de résoudre les situations où se pose la question du sacrifice : la raison commanderait que, pour assurer sa survie, la collectivité sacrifie l'un de ses membres, mais ce serait à l'encontre de tout principe éthique. Autrement dit, la raison ne suffit pas pour fonder une éthique ; *a fortiori*, la rationalité de l'*homo œconomicus* le peut encore moins.

Le philosophe américain Michael Walzer (1983) a reproché à Rawls d'avoir construit la procédure fictive du voile d'ignorance, alors qu'il s'agit de résoudre des problèmes concrets de répartition des biens sociaux premiers qui est justement influencée par les représentations que s'en font les membres de la société. Walzer distingue les différents ordres ou « sphères » à l'intérieur desquelles doit régner une règle juste spécifique à chaque sphère, sans que la hiérarchie établie à l'intérieur de l'une puisse servir à asseoir une domination dans une ou plusieurs autres. La conclusion politique que Walzer en tire est qu'il faut borner le marché* pour éviter sa domination sur les autres processus de répartition. Par exemple, il propose de limiter les échanges marchands sur des biens ou services comme la santé parce qu'ils sont estimés indispensables à tous les membres de la société. On s'éloigne donc un peu plus d'un ordre social qui serait *naturellement* gouverné par l'ordre marchand fondé sur la signature d'une multitude de contrats privés hors de toute régulation et construction sociales.

On peut dire que la construction d'une société juste est – ou sera – une œuvre politique, c'est-à-dire ni laissée à l'arbitraire du marché*, ni entraînée par un déterminisme historique quelconque, mais le résultat de l'action collective inséparable d'un idéal démocratique. Comme les inégalités traduisent les contradictions sociales, les luttes sociales, tant les luttes de classes* au sens habituel de l'expression que les luttes pour les droits (paix, liberté, droits sociaux, égalité hommes-femmes, droits écologiques, etc.), sont seules en mesure de travailler à leur dépassement. La mondialisation capitaliste ayant fait éclater les frontières entre les économies, les cultures, les systèmes politiques et les droits, la justice sociale ne peut désormais être entendue que comme une aspiration universelle dans l'instant et dans le temps : c'est peut-être l'un des aspects les plus prometteurs apportés par la préoccupation écologique qui unifie l'intérêt des générations présentes et celui des générations futures ; réciproquement, quel crédit pourrait-on accorder au souci du futur s'il ne se matérialisait pas dans l'action politique pour améliorer la justice sociale ici et maintenant ?

K

Kyoto (Protocole de)

En 1997 fut signé à Kyoto un protocole entre 38 pays industrialisés s'engageant à réduire en 2012 de 5,2% leurs émissions de gaz à effet de serre* par rapport au niveau atteint en 1990. Plusieurs problèmes sont vite apparus. *Primo*, la décision prise est sans commune mesure avec l'effort à accomplir pour stopper le réchauffement climatique. *Secundo*, le moyen retenu pour agir est la création d'un marché* de permis d'émission (dits « droits de polluer ») qui postule la capacité du marché* à gérer écologiquement la planète. *Tertio*, l'entrée progressive des pays en développement* dans ce protocole suppose que soit tranché le mode d'attribution des permis : au prorata du nombre d'habitants et non pas au prorata des émissions actuelles. *Quarto*, plusieurs pays parmi les plus pollueurs n'ont pas ratifié ce protocole : les Etats-Unis qui émettent 25% des gaz à effet de serre* alors qu'ils représentent moins de 5% de la population mondiale, et aussi l'Australie. La Russie a ratifié le protocole en novembre 2004, ce qui a permis sa mise en œuvre en février 2005.

Déjà se profile l'échéance de 2012 sans qu'aucun progrès notable n'ait été accompli en termes de réduction des émissions. On commence donc à parler d'un après-Kyoto qui permettrait d'intégrer dans le programme d'action mondial les grands pays comme la Chine, l'Inde ou le Brésil.

L

Libéralisme

Le libéralisme est une philosophie politique fondée sur la liberté et la primauté de l'individu et c'est aussi une doctrine économique qui est la *représentation* qu'a la classe* dominante (la bourgeoisie) du *système social* – le capitalisme* – dont elle tire profit* et pouvoir. Les traits principaux de cette vision du monde sont : la propriété privée est légitime car c'est un droit* naturel ; le capital* est fécond et la rémunération qu'il reçoit est justifiée. Il résulte de cette idéologie qui a peu à voir avec la science un projet normatif pour la société : la régulation de celle-ci est assurée par le marché* qui n'a que faire d'une action et d'un droit* collectifs ni d'une régulation non marchande. D'où la formidable entreprise en cours depuis vingt ans de privatisations, de limitations des services* publics et de la protection sociale, de restrictions du droit* du travail* et d'appropriation de toutes les connaissances humaines.

On désigne souvent par *néo-libéralisme* le tournant conservateur opéré par les politiques économiques dans le courant de la décennie 1970 pour accélérer le rétablissement du taux de profit* après la crise*. Les principales mesures néo-libérales mises en œuvre concernent : la libéralisation des mouvements de capitaux, le libre-échange* des marchandises*, l'austérité salariale et les privatisations des entreprises publiques, puis des services* publics et de la protection sociale. Elles constituent le vecteur de la marchandisation du monde.

Libre-échange

L'une des affirmations les plus importantes du libéralisme* est que le libre-échange des marchandises* est profitable à tous ceux qui le pratiquent. Elle s'appuie sur la loi des coûts comparatifs énoncée par Ricardo (1817) qui établit que, sous l'hypothèse d'immobilité à l'échelle internationale du travail* et du capital*, tous les pays ont intérêt à se spécialiser dans les productions où ils ont un avantage relatif par rapport aux autres pays : l'Angleterre de Ricardo était moins productive à la fois dans le drap et le vin que le Portugal mais le désavantage étant moindre dans le drap que le vin, elle avait intérêt à se spécialiser dans la production de drap, tandis que le Portugal devait se spécialiser dans la production de vin, les deux pays étant ensuite gagnants à l'échange.

Ce modèle est-il applicable à l'heure où la mobilité des capitaux est devenue totale ? Rien n'est moins sûr car les écarts de salaires encore plus grands que les écarts de productivité* créent les conditions d'un échange inégal* en termes de travail* au détriment des pays du Sud. Tous les pays ne sont pas bénéficiaires de la mondialisation* : le rapport 2004 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) établit que les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation* sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts, victimes d'extraversion, c'est-à-dire d'orientation de la production à d'autres fins que la satisfaction des besoins intérieurs.

M

Marchandise

Dans le capitalisme*, la marchandise est produite non pour sa valeur d'usage* mais pour sa valeur d'échange*, la première n'étant que le support de la seconde. Ainsi ne sont produits que les biens* susceptibles de rencontrer une demande solvable. Les biens* qui seraient utiles mais en face desquels aucun pouvoir d'achat ne se manifeste (remèdes contre le paludisme ou le sida en Afrique par exemple) ne sont pas produits. Au contraire, les services* fournis par la collectivité (éducation, protection sociale) sont convoités par les capitaux privés pour en faire des marchandises rapportant profit*. L'extension progressive de la sphère de la marchandise est continue depuis l'avènement du capitalisme* : elle est le canal de l'accumulation* du capital*.

La sphère marchande n'est qu'une partie de la sphère monétaire car celle-ci comprend aussi la sphère non marchande.

Marché

Contrairement aux définitions des manuels d'économie, le marché n'est pas un lieu où se rencontrent spontanément des individus ayant l'intention de procéder entre eux à des échanges, car ceux-ci ne pourront avoir lieu que si la rencontre est encadrée par un ensemble d'institutions, de règles et de conventions qui organisent et éventuellement sanctionnent le déroulement des échanges. Le marché est cet ensemble institutionnel, et non pas un espace clos où n'interviendraient que des individus isolés et autonomes, coupés de tout environnement social. Ce qui est vrai du marché en général l'est encore davantage du marché particulier, mais aujourd'hui dominant,

qu'est le marché capitaliste. Le marché est donc toujours régulé. C'est ainsi que l'Organisation mondiale du commerce ne dérégule pas, comme on le dit fréquemment. Elle supprime les régulations existantes pour aussitôt en imposer d'autres, draconiennes (règles de privatisations, de concurrence, de libre-échange*), plus favorables aux intérêts des puissants et entend les faire respecter au détriment de ceux qui sont en position de faiblesse.

Un brouillage idéologique fort ressemblant entoure la définition de l'*économie de marché*. Les libéraux, au sens économique, assimilent économie de marché et capitalisme*, au risque de buter sur un raisonnement circulaire. Au lieu de définir le capitalisme* par son rapport* social fondamental – l'exploitation de la force de travail salariée, ce qui vaudrait condamnation rédhitoire –, les libéraux le définissent par son mode de régulation dominant qu'est le marché et aboutissent à cette tautologie : le marché égale le capitalisme* qui est défini par le marché. La raison de cette confusion est simple : le marché étant une institution sociale remontant à des temps immémoriaux dans l'histoire humaine, de même que les échanges qui s'y déroulent, il est tentant de faire passer le capitalisme, en l'identifiant au marché, comme un système quasi éternel. Or des historiens comme Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein ont montré que le marché existait bien avant le capitalisme, lequel n'a que trois siècles environ derrière lui. Cela signifie que le capitalisme ne peut se passer du marché et que sa tendance est de limiter le plus possible toutes les coordinations politiques autres que celles inhérentes à l'Etat* gendarme de façon à tout transformer en marchandises (jusqu'au travail et aux biens communs), mais le marché peut exister sans le capitalisme*. L'histoire passée l'a prouvé et l'histoire à venir le prouvera peut-être. Les expériences du XX^e siècle ont montré que des institutions comme le marché et la monnaie* n'étaient pas seulement des instruments du capitalisme* mais remplissaient des fonctions sociales qui dépassaient le cadre historique de ce système. La construction d'un autre monde dans lequel la logique du profit* aurait régressé peut donc désormais être envisagée sans qu'elles soient supprimées, pourvu qu'elles ne soit pas érigées en *deus ex machina*, chargées de dicter les normes qui relèvent de la seule démocratie.

Le projet de traité constitutionnel européen a récemment remis en avant le concept d'*économie sociale de marché* pour atténuer la violence de la « concurrence libre et non faussée » tout en conservant l'exigence d'une économie « hautement compétitive ». Ce concept forgé dans les années 1930 par l'économiste allemand libéral Werner Eucken fut exposé dans la revue *Ordo* (1948) – on parle quelquefois d'*ordolibéralisme* – et servit de modèle à la reconstruction économique et sociale de l'Allemagne d'après-guerre. Ce modèle se caractérise par un principe monétariste (la politique monétaire ne doit pas être confiée à l'Etat* et ne doit pas s'écarter de l'orthodoxie de la stabilité de la monnaie) et un principe de cogestion du capitalisme* par les employeurs et les salariés bénéficiant de hauts salaires, d'un temps de travail* réduit et d'un haut niveau de protection sociale. Ce modèle fut l'artisan de la suprématie économique de l'Allemagne en Europe qui lui permit d'imposer les règles du Deutschemark fort pour concevoir l'Union économique et monétaire et fut longtemps considéré par les sociaux-libéraux comme une sorte de troisième voie entre capitalisme et socialisme ou présenté comme l'« autre capitalisme* », le capitalisme* rhénan par opposition au capitalisme* anglo-saxon plus libéral. Malheureusement pour ses thuriféraires, l'économie dite « sociale de marché » a explosé lorsque le capitalisme* néo-libéral a imposé sa loi en démantelant en Allemagne comme ailleurs l'Etat-providence. L'*économie sociale de marché* n'est donc qu'un euphémisme pour dissimuler la logique du profit* inhérente au capitalisme*.

Matières premières

Avant de mourir sur l'échafaud (1794), Lavoisier avait énoncé la loi de la conservation de la masse et celle de la conservation des éléments (« Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme »). On peut y voir une anticipation de la découverte un peu naïve aujourd'hui que les matières premières sont en quantité finie. Ainsi, les réserves planétaires de charbon correspondent à environ deux siècles de consommation au rythme actuel, celles de pétrole 40 ans, celles de gaz naturel 60 ans et celles d'uranium 50 ans.

Selon certaines estimations, la production de pétrole passerait par son maximum entre 2010 et 2020 avant de décroître inexorablement : c'est le *peak oil* ou pic de Hubbert, du nom du géologue américain qui avait prédit dans les années 1950 la diminution de la production pétrolière aux Etats-Unis. Ainsi, une hausse continue du prix du pétrole est inéluctable.

Longtemps voués à ne produire que des matières premières pour les pays développés, les pays du tiers-monde ont été, et sont souvent encore, victimes des évolutions erratiques des prix des matières premières. Les termes de l'échange pour les pays producteurs et exportateurs de matières premières et de produits primaires se sont détériorés pendant les décennies 1950 et 1960. A partir de 1973 jusqu'à la fin de cette décennie, le mouvement s'inversa, principalement pour les producteurs de pétrole mais aussi pour les producteurs d'autres matières premières. Ensuite, la tendance à la baisse des termes de l'échange pour les pays pauvres reprit fortement le dessus, surtout au cours de la décennie 1980. Certaines matières premières et les produits de base tels que le café et le cacao ont perdu entre 1980 et 2000 jusqu'à 50% de leur pouvoir d'achat.

Les tentatives de stabilisation du cours des matières premières se sont toujours heurtées d'une part aux politiques néo-colonialistes des pays du centre, et d'autre part à la faible sensibilité de la demande de matières premières et de produits primaires par rapport à la variation des prix.

Mode de production

Concept proposé par Marx. Il rend compte de la relation dialectique entre, d'un côté, la base matérielle d'une société (dite infrastructure) – qui comprend les forces productives (moyens de production, techniques, connaissances, force de travail*) et les rapports* sociaux – et, de l'autre, les structures politiques et idéologiques (dites superstructures) essentiellement au service de la classe* dominante.

Selon Marx, les grandes révolutions se produisent lorsque les rapports* sociaux se révèlent inadaptés au développement des forces productives. Ainsi, le servage fut à la fin de l'Ancien Régime un obstacle à la liberté de mouvement de la main d'œuvre dont les industries capitalistes naissantes avaient besoin. Il fut donc aboli par la bourgeoisie en lutte contre l'aristocratie, et le développement* du capitalisme* avec le salariat put s'amorcer, en même temps que se renfonçait l'exploitation* de la force de travail*.

Cette thèse a l'avantage de montrer le caractère historique – et non pas naturel – de tout système social et du rôle de la lutte des classes*, mais elle présente un risque de voir le déroulement de l'histoire comme quelque chose de mécanique et linéaire. Or, rien n'est jamais joué ou déterminé d'avance par l'évolution technique et économique : en fonction des rapports* de forces dans la société, il existe une pluralité de possibilités.

Mondialisation

Le terme de mondialisation (*globalization* en anglais) est utilisé pour désigner la phase actuelle du capitalisme* qui voit le système productif passer sous la domination de la finance*, avec l'appui des politiques dites du néo-libéralisme* organisant la libre circulation des capitaux, la généralisation du libre-échange* et le renforcement de l'exploitation* de la force de travail* par un accaparement plus grand des richesses* entre les mains des classes* bourgeoises.

Cependant, depuis trois siècles, c'est-à-dire pratiquement depuis son origine, le capitalisme* a connu des phases d'expansion du commerce mondial, des exportations de capitaux et même de financiarisation. La mondialisation des systèmes productifs et les tentatives d'unification du marché* mondial sont donc liées à la nature même de l'accumulation du capital

Monétarisme

Le monétarisme est une doctrine économique parmi les plus libérales qui s'est imposée dans le dernier quart du XX^e siècle sous la houlette de son chef de file Milton Friedman. Elle a remis au goût du jour la très ancienne théorie quantitative de la monnaie* stipulant qu'une hausse de la masse monétaire ne pouvait qu'entraîner une hausse des prix. C'est une autre manière de dire que la monnaie n'a aucune influence sur l'activité économique réelle (la monnaie est dite « neutre ») et que l'économie ne peut être jamais en crise sauf si l'on entrave le « bon fonctionnement du marché* ».

Comme si ces élucubrations démenties mille fois par les faits ne suffisaient pas, les monétaristes y ont ajouté une pièce maîtresse de l'édifice néo-libéral. Toute politique économique est vouée à l'échec car elle est déjouée par les anticipations des individus rationnels. Si le gouvernement décide d'augmenter certaines prestations sociales, les individus peuvent se croire plus riches et augmenter leurs dépenses s'ils n'anticipent pas qu'un jour prochain le gouvernement devra augmenter les impôts. Les entreprises vont embaucher pour répondre à cette demande et augmenter les salaires. Les salariés vont croire à une hausse de leur pouvoir d'achat, dépenser et les entreprises embaucher de nouveau, etc. Mais l'inflation va annuler la hausse des salaires, les entreprises vont réduire l'emploi et le chômage va retrouver son niveau d'antan.

La conclusion politique tirée par les monétaristes est qu'il faut étroitement surveiller l'émission de monnaie pour qu'elle ne débouche pas sur l'inflation, étant entendu qu'elle ne peut avoir que cette conséquence et aucune sur la production. La monnaie est neutre par définition, mais il faut, de plus, la neutraliser politiquement car elle est inefficace. Voilà un premier paradoxe : la monnaie est neutre, mais il faut la veiller comme le lait sur le feu. Derrière le paradoxe, la vacuité de la théorie n'est pas loin. En effet, par hypothèse, les néo-classiques considèrent que le marché* assure l'équilibre de plein emploi* et que la production tourne à son maximum, et ils affirment ensuite qu'une politique économique est inefficace pour rétablir le plein emploi. Forcément puisqu'on y est déjà par hypothèse.

Le monétarisme est inséparable d'une thèse formulée par Jean-Baptiste Say (1803) connue sous le nom de « loi des débouchés » et systématisée par Léon Walras (1874) dans son modèle d'équilibre général de tous les marchés. Que dit-elle ? Comme les marchandises s'échangent contre des marchandises (la monnaie n'étant qu'un voile), tout offre crée sa propre demande. La production permet de distribuer des revenus monétaires d'un montant équivalent à la valeur de la production. Les revenus sont dépensés en achats de biens de consommation et en achats de biens d'investissement via l'épargne. Toute surproduction est impossible. Un déséquilibre dans

un sens dans un secteur de l'économie serait immédiatement compensé par un autre en sens inverse. L'équilibre général serait rétabli par la flexibilité des prix.

Cette « loi » est à première vue imparable. Or, deux failles profondes la traversent. Premièrement, une part de l'épargne peut être thésaurisée et empêcher que toute la production ne s'écoule. Deuxièmement, une part des revenus (les profits) ne peuvent être distribués qu'après la vente des marchandises et ne peuvent *a priori* constituer une demande de ces marchandises.

Monnaie

La monnaie n'est pas seulement un instrument des échanges comme le proclament les économistes libéraux. Premièrement, puisqu'elle est réserve de valeur*, elle est aussi, selon Keynes (1936), un moyen de se préserver de l'incertitude de l'avenir, étant liquide par définition, contrairement à tous les autres biens* patrimoniaux. Deuxièmement, la création monétaire, c'est-à-dire l'augmentation de la quantité de monnaie mise en circulation par le système bancaire, est une condition de l'accumulation* du capital*. D'où l'importance pour la collectivité de maîtriser la politique monétaire, aujourd'hui malheureusement confiée à des banques centrales que le libéralisme* a conçues comme indépendantes. Troisièmement, la monnaie est un instrument de domination puisque sa détention permet aux capitalistes d'acheter la force de travail* des salariés.

On peut aussi voir la monnaie comme un « fait social total », ainsi que le disait Mauss, c'est-à-dire, non seulement en tant qu'enjeu entre les classes* sociales, mais également en tant qu'instrument de lien social puisqu'elle est un bien public* homogénéisant les travaux, annulant les dettes* (économiques et également sociales), et reposant sur la confiance établie par la puissance publique qui la garantit.

N

Néo-classique (Ecole)

Ecole de pensée qui constitue le cœur de la théorie économique libérale dominante aujourd'hui. Elle a abandonné la théorie de la valeur* des classiques* et a conservé d'eux la croyance en des lois économiques naturelles et celle en la capacité du marché* de réguler l'ensemble de la société. Elle imprègne de ses dogmes toutes les politiques économiques menées depuis 25 ans. Notamment, elle propage les idées selon lesquelles le chômage* est volontaire, l'action de l'Etat est parasitaire, la gestion de la monnaie* doit être enlevée aux pouvoirs publics, le capitalisme* est capable de répondre aux besoins humains et donc qu'il est la fin de l'histoire.

Cette école est une formidable machine de guerre idéologique. Alors que nombre de théorèmes ont été démontrés par des économistes néo-classiques eux-mêmes pour dire que les principales affirmations continuellement répétées sont fausses. Ainsi, par exemple, la fameuse loi de l'offre et de la demande n'est pas une loi générale, c'est-à-dire s'appliquant en toutes circonstances, et n'est donc pas une loi. Autre exemple : il est impossible d'obtenir un choix collectif cohérent à partir de la seule addition de choix individuels autonomes et rationnels. Autre exemple encore : la présence d'externalités* ou de rendements croissants empêche que le marché* conduise à l'optimum* et l'intervention publique est donc nécessaire.

O

Optimum

Une situation est dite optimale au sens de Vilfredo Pareto (1906) si l'on ne peut améliorer la situation de quelqu'un sans diminuer celle d'un autre. Cette définition retenue par les économistes néo-classiques* est extraordinaire car prendre un seul dollar à celui qui en possède des centaines de milliards pour le redistribuer détériore sa position et la situation devient sous-optimale ! C'est ce qui permet à ces économistes d'affirmer que l'on n'a pas à se préoccuper de justice* sociale car le marché* nous y conduit spontanément pour peu que la concurrence parfaite – celle que d'aucuns appellent « libre et non faussée » – règne car l'homo œconomicus est d'une rationalité* parfaite.

De nombreuses objections ont été présentées à cette conception, parfois venues du camp néo-classique* lui-même. La première tient à l'inexistence de la concurrence parfaite. De plus, même si celle-ci était réelle, on sait que l'optimum dépendrait de la répartition originelle : il existe autant de situations optimales que de situations de départ, ce qui est pour le moins paradoxal quand on cherche *un* optimum. Enfin, la présence d'externalités*, c'est-à-dire de facteurs que le marché est incapable de prendre en compte, empêche

irréremédiablement d'atteindre un optimum. L'intervention publique se trouve alors justifiée, de l'aveu même des économistes néo-classiques les plus rigoureux.

P

Parité des pouvoirs d'achat

Pour pouvoir effectuer des comparaisons internationales, l'indicateur* du PIB par habitant de chaque pays est converti en pouvoir d'achat, de telle sorte que tous les PIB par habitant soient évalués en parité de pouvoir d'achat (PPA). Par exemple, si le taux de change officiel est de 1 euro contre 1 dollar, mais si avec 1 euro un Européen achète en Europe un panier de marchandises équivalent à 90% du panier que peut acheter un Américain des États-Unis dans son pays avec 1 dollar, on dira que, pour un PIB* européen par habitant de 100 euros et un PIB américain de 100 dollars, les PIB par habitant respectivement européen et américain seront de 90 dollars en PPA et 100 dollars en PPA. On aurait pu dire de manière équivalente, en inversant : 100 euros en PPA pour le PIB par habitant européen et 111 euros en PPA pour le PIB par habitant américain.

Pauvreté

La pauvreté peut être analysée en termes absolus (niveau de consommation alimentaire, montant du revenu, espérance de vie, etc.) ou en termes relatifs (ce qui revient à mettre en évidence les écarts ou inégalités entre les individus et entre les groupes sociaux). La pauvreté est difficile à appréhender à cause de la faiblesse des indicateurs* ou de leur absence. En outre, ces indicateurs* ne donnent une idée que de la pauvreté monétaire et laissent dans l'ombre les capacités de certaines sociétés à susciter en leur sein des formes de richesse* sociale qualitative comme la solidarité, le lien social, la liberté et la démocratie.

Néanmoins, si l'on suit les rapports du Programme des nations unies pour le développement (PNUD), de la Conférence des nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et même de la Banque mondiale, il paraît indéniable que le nombre de pauvres vivant avec moins d'un dollar par jour reste pratiquement stable (entre 1,1 et 1,2 milliard de personnes), de même que celui des personnes sous-alimentées et celui des analphabètes (900 millions).

La Banque mondiale se gargarise de la diminution relative du nombre de pauvres : de 29% en 1990 à 23% en 2000 de la population mondiale qui a augmenté dans le même temps. Or, il faut noter que l'amélioration de la situation est due à la très forte croissance* de la Chine et de l'Inde qui n'ont pas suivi les préconisations libérales des institutions financières internationales.

De plus, les inégalités ont explosé malgré la croissance* économique : au début de la décennie 1960, on estimait l'écart entre les 20% les plus pauvres de la planète et les 20% les plus riches aux alentours de 1 à 30. Il est aujourd'hui de 1 à 80.

Au printemps 2004, la Banque mondiale a reconnu que l'objectif de division par deux du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue d'ici 2015 ne sera pas atteint. Selon le PNUD (rapport 2004), cet objectif ne pourrait être atteint pour l'Afrique qu'en 2147 ! On sait que 80 milliards de dollars par an pendant dix ans suffiraient pour répondre aux besoins de première nécessité de tous les pays pauvres. A comparer avec les 800 milliards de dépenses militaires annuelles dans le monde.

Principes

Principe de précaution : principe selon lequel on s'abstient de conduire une action en l'absence de connaissances sur les conséquences qu'elle aurait. Il vise à éviter les risques non avérés. Il constitue une sorte de pari pascalien : si nous faisons le pari d'être écologiquement imprudents, et si l'avenir nous donne raison, nous ne gagnons rien sauf le pari et nous perdons tout si le pari est perdu ; si nous faisons le pari d'être prudents, et si nous perdons le pari, nous ne perdons rien et si nous gagnons le pari, nous gagnons tout.

Principe de prévention : principe selon lequel on agit pour éviter les risques avérés.

Principe de responsabilité : principe énoncé par le philosophe Hans Jonas (1979) selon lequel on agit pour que les conditions de la vie soient préservées et perpétuées. Il constitue le fondement philosophique de l'écologie et entend renouveler et étendre l'impératif catégorique d'Emmanuel Kant que Jonas exprime ainsi : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre. »

Productivisme

Poursuite sans fin d'une croissance* de la production pour autant, au sein du capitalisme*, qu'elle rapporte un profit* (sinon, il y a crise*), ou qu'elle serve un groupe dominant comme ce fut le cas en URSS. A ne pas confondre avec l'amélioration de la productivité* du travail*.

Productivité

C'est un concept aux contours variables et de ce fait sujet à malentendus, voire confusions. Sa définition de base porte sur la productivité du travail* qui est le rapport entre la production et la quantité de travail* utilisée pour produire. La quantité de travail* pouvant être mesurée en nombre de travailleurs ou en heures de travail*, on obtiendra la productivité par tête ou la productivité horaire. Dans les deux cas, ce qui figure au dénominateur ne pose pas de problèmes d'évaluation insurmontables. Ce n'est pas aussi simple pour le numérateur. En effet, s'il n'y avait qu'une seule production à évaluer, cela pourrait se faire en quantité physique, en nature. Mais pour calculer une productivité moyenne, il faut additionner des productions de toutes sortes et donc passer par les prix monétaires. Or ceux-ci varient. Par exemple, à long terme, les prix des produits industriels diminuent. On pourrait donc très bien avoir une productivité évaluée physiquement qui augmente et celle évaluée monétairement qui diminue. Pour démêler cet écheveau, les méthodes sont très approximatives.

Comme la production pour une économie entière est évaluée en termes monétaires, il n'est pas possible d'avoir une estimation de la satisfaction retirée de cette production puisque les valeurs d'usage* ne se mesurent pas. On peut donc rencontrer beaucoup de cas où la productivité augmente mais où le service rendu à l'utilisateur du produit est de moindre qualité. L'exemple le plus connu avait été donné par Illich : la vitesse réelle est considérablement réduite si l'on additionne tous les temps de fabrication, d'entretien, d'embouteillages, etc. que l'automobile implique. Ce phénomène indéniable était appelé par Illich « contre-productivité », mais cette notion est doublement contestable. D'abord parce qu'elle réintroduit l'idée qu'un indicateur* économique comme la productivité pourrait à la fois mesurer la valeur* économique et la valeur* d'usage ; ensuite parce qu'elle confond l'efficacité productive d'un processus de production et le service que rend le produit qui en sort à son utilisateur ultérieur. Pour désigner le phénomène décrit par Illich, il vaudrait donc mieux parler de « contre-utilité » ou de « désutilité ». Cette remarque méthodologique n'enlève pas la pertinence du jugement d'Illich qui soulignait que certains outils n'étaient pas conviviaux et se prêtaient mal à un contrôle démocratique ; selon lui, il existe deux modes de produire des valeurs d'usage : un mode laissant les individus autonomes et un mode hétéronome.

La distinction entre productivité par tête et productivité horaire prend son importance quand on introduit la dimension de la durée individuelle moyenne du travail* : la productivité par tête ralentit sa progression, voire diminue, si l'on baisse le temps de travail* pour embaucher, ce qui, pour une même production, n'est pas le cas de la productivité horaire. Cette dernière est, de toute façon, le seul indicateur de l'efficacité productive humaine, tout en ne disant rien de la répartition du travail* accompli (travail* concentré sur quelques-uns ou réparti entre tous) ni de l'économie ou du gaspillage des éléments matériels entrant dans la production, ni de la préservation ou de la dégradation environnementale. Ceux qui prônent la diminution de la productivité du travail* confondent ces deux indicateurs : le ralentissement de la productivité par tête, voire sa diminution, peut être un choix de la société tout en recherchant un gain de la productivité horaire si cela exprime un mode de vie moins dispendieux et un souhait de travailler moins longtemps mais efficacement. La régression conjointe des deux indicateurs signifierait au contraire une régression sociale d'ensemble, avec d'ailleurs vraisemblablement des retombées négatives au niveau de l'écologie*.

La campagne du patronat et du gouvernement pour augmenter le temps de travail*, outre son caractère de classe*, montre toute son absurdité : cela conduirait à diminuer la productivité horaire du travail* pour la simple raison qu'on est moins efficace la 36^e heure que la 35^e, *a fortiori* la 40^e ou la 45^e que la 35^e. La preuve en est que la productivité par tête est plus forte aux Etats-Unis qu'en France parce que la durée du travail* y est plus grande alors que c'est l'inverse pour la productivité horaire.

La notion de productivité est utilisée aussi par les économistes néo-classiques* à propos du capital*. Mais on est alors sur un terrain glissant, car parler de productivité du capital* peut laisser croire que le capital* produit de la valeur* nouvelle, ce qui est faux. Tout au plus peut-on parler en toute rigueur d'efficacité des équipements productifs qu'il serait plus juste de mesurer par l'inverse de ladite productivité du capital* qui est le coefficient de capital* mesurant la quantité de capital* nécessaire par unité produite. Par extension, certains économistes, voire certains écologistes*, parlent de productivité des ressources naturelles, ce qui n'a aucun sens parce que les ressources ne produisent rien. Elles sont soit fournies directement par la nature (lumière solaire, air), soit rendues utilisables par le travail* humain (extraction, traitement, etc.).

Les économistes néo-classiques* ont l'habitude de désigner la productivité du travail par l'expression « productivité apparente du travail », ce qui, encore une fois, n'a aucun sens quand on a intégré l'idée que seul le travail* crée de la valeur*, et quand on ne confond pas un phénomène et ses causes. Il est donc essentiel de cerner et de distinguer les causes de l'augmentation de la productivité du travail* et le cadre dans lequel les hommes produisent, et sans lequel ils ne le pourraient pas. Ainsi, les causes de l'augmentation de la productivité du travail* sont surtout : le perfectionnement des techniques, l'amélioration du savoir et du savoir-faire, les transformations de l'organisation du travail* et l'intensification du travail*. Ces deux dernières causes, et particulièrement la dernière, sont le plus souvent néfastes pour les travailleurs, mais il ne faut pas assimiler toute amélioration de la productivité à l'intensification du travail*. Par ailleurs, les ressources naturelles sont un élément indispensable de la production, et la dégradation ou l'épuisement des ressources menaceraient celle-ci.

Le cadre naturel est indispensable, mais la notion de productivité ne s'y applique pas. S'applique au contraire la notion d'intensité* de la production en ressources naturelles.

Les manuels d'économie parlent aussi de l'augmentation de la « productivité globale des facteurs ». Cette notion désigne la part de la croissance* économique qui est expliquée par le progrès technique, au-delà de l'augmentation de la quantité de travail* utilisée et de celle de la quantité de capital* physique utilisée.

Enfin, il faut cesser de croire que la productivité est imputable à tel ou tel individu car elle est une œuvre collective. De plus, celle qui est enregistrée en un endroit ou un secteur donnés ne peut être imputée à tel ou tel totalement. En effet, la productivité est calculée avec, au numérateur, une production évaluée monétairement par le biais des prix. Or les prix à l'échelle internationale ne reflètent pas les contenus en travail* à cause d'écarts de salaires souvent supérieurs aux écarts de productivité. Donc, « nos » gains de productivité incorporent une part de valeur* engendrée par d'autres que nous. Pour corriger cette distorsion, l'aide* gratuite aux pays pauvres serait une façon de leur restituer une part de « nos » gains indûment enregistrés à cause d'un échange inégal*.

Profit

En toutes circonstances, le profit est un prélèvement sur le fruit du travail*. Dans le capitalisme*, la force de travail* salariée crée, outre sa propre valeur* (les salaires), une plus-value à l'origine du profit (valeur* ajoutée = salaires + plus-value). Le profit provient donc d'une exploitation*.

Le taux de profit mesuré par le rapport du profit au capital* investi est l'indicateur par excellence de la rentabilité du capital*, déterminant les décisions d'investissement* des détenteurs de capitaux, celles-ci commandant le rythme de l'accumulation* et de la croissance* capitalistes. Lorsque le taux de profit est jugé insuffisant, la crise* n'est pas loin.

A la fin des années 1960, le taux de profit a fortement chuté dans tous les pays capitalistes développés, inaugurant la période de crise* des années 1970. Il s'est ensuite rétabli à la faveur des politiques néo-libérales et surtout de la sévère défaite infligée au salariat qui a vu sa part dans la richesse* produite se réduire fortement, notamment à cause du chômage*. A la fin des années 1990, une nouvelle chute du taux de profit s'est manifestée aux Etats-Unis, entraînant une nouvelle récession.

Le taux de profit dépend donc de plusieurs facteurs : le salaire réel, la productivité* du travail* et l'efficacité du capital* physique. Ainsi, si le salaire réel augmente moins vite que la productivité* du travail*, la part des profits augmente dans l'ensemble de la valeur* créée, et, pour un même capital* physique investi, le taux de profit remonte. Si, au contraire, il faut davantage de capital* physique par tête de travailleur employé, l'efficacité du capital* diminue, avec une conséquence négative sur le taux de profit, sauf si la baisse du salaire relativement à la productivité* du travail* est encore plus forte.

Q

Quart

Se moquer du tiers comme du quart : se désintéresser de tous les pauvres de la planète, ceux du tiers-monde comme ceux du quart-monde.

R

Rapports sociaux

Utilisé surtout dans l'analyse marxiste, le concept de rapports sociaux désigne les rapports que nouent les hommes à l'occasion de la production : on parle souvent indifféremment de rapports sociaux ou de rapports de production, bien que la première expression puisse être considérée comme plus large que la seconde. Les rapports sociaux forment avec les forces productives (moyens de production, techniques, connaissances et force de travail*) la base matérielle d'un mode de production* et de la division de la société en classes* sociales. Dans le capitalisme*, le rapport social dominant est le régime du salariat fondé sur l'exploitation* de la force de travail* par le capital*.

Rationalité

La rationalité est un principe consistant à atteindre un objectif (l'optimum*) en utilisant au mieux les moyens disponibles. Mais les économistes néo-classiques* donnent à ce principe une application trop générale alors qu'il suppose des conditions strictes. D'une part, ils croient que toutes les décisions humaines relèvent d'un calcul économique (se marier, avoir des enfants, voter pour X ou Y, être citoyen ou délinquant, faire acte de bénévolat, etc.). Ils ignorent donc que les hommes peuvent agir par passion, altruisme ou mus par tout autre impulsion. D'autre part, les néo-classiques font semblant de croire à l'existence d'une situation de concurrence

parfaite dans laquelle personne ne dépend de personne, chacun prenant ses décisions comme s'il était, tel Robinson, seul son île, alors que les décisions individuelles sont interdépendantes.

Le coup de grâce à cette vision a été donné par une double démonstration. D'abord, celle apportée par le philosophe-mathématicien et révolutionnaire français Antoine de Condorcet (1785) : dès que le choix offert dépasse deux possibilités, il n'est pas possible d'obtenir une préférence collective rationnelle à partir des rationalités individuelles car la transitivité des choix n'est plus assurée. Ensuite, la démonstration connue sous le nom de « dilemme du prisonnier » qui est un démenti à la théorie « de la main invisible » du marché* : la recherche de l'intérêt personnel peut déboucher sur une situation dommageable pour tous, donc sous-optimale. Au contraire, il est le plus souvent raisonnable (rationnel pourrait-on dire si l'usage du mot n'avait pas été perverti par une conception économiciste réductrice) de mettre en place des institutions et des règles qui atténuent les conséquences de l'« incertitude radicale » (Keynes) qui tient à l'impossibilité de prévoir l'avenir qui lui-même dépend largement des décisions des autres.

Malgré ses insuffisances, la rationalité de l'intérêt personnel est toujours présentée comme l'instrument du bien-être social, à laquelle il faut soumettre toute décision. La rationalité serait supposée pouvoir fixer des normes collectives efficaces. En réalité, la rationalité qui est présentée comme universelle n'est le plus souvent que la rationalité du profit maximum.

Revenu d'existence

Revenu qui serait versé à toute personne, indépendamment de son insertion dans l'activité économique. Cette proposition est controversée au sein du mouvement social. Ses partisans en font une question de principe de justice*, souvent complétée par l'affirmation que le travail* disparaîtrait. Ses opposants craignent qu'elles n'accompagnent les politiques libérales entérinant un chômage* permanent et préfèrent une politique de réduction du temps de travail* pour mieux répartir les gains de productivité*. Comme point de convergence entre les deux positions, il y a l'idée de lutte pour le plein emploi* tout en garantissant à tous ceux qui sont encore privés d'emploi* un revenu décent.

Richesse

L'économie politique classique* avait distingué la richesse constituée par l'ensemble des biens*, services* et ressources naturelles susceptibles d'être utiles (donc d'avoir une valeur d'usage*) et la valeur*, entendue comme valeur d'échange*, c'est-à-dire au sens économique. C'est cette distinction, qu'avait reprise à son tour Marx, qui peut servir de base à la critique de la marchandisation.

Contrairement à une opinion répandue aujourd'hui, il ne s'agit pas là d'une conception étroite de la richesse, mais au contraire l'affirmation d'un espace possible pour le non marchand et la gratuité*, sources de qualité de la vie, de lien social et de solidarité. Ensuite, la distinction entre valeur* et richesse permet d'établir que si le travail* est la seule source de la valeur* économique, la nature est aussi source de richesse. Le concept de richesse englobe et dépasse donc celui de valeur*.

S

Salaires

Le salaire est le revenu monétaire perçu par un travailleur salarié. Cette définition apparemment très simple cache plusieurs difficultés. La première est de savoir si le salaire est la contrepartie du travail* fourni, c'est-à-dire la valeur* créée par le salarié. La théorie libérale répond que oui, le profit* ne pouvant provenir d'une exploitation* mais lui-même égal à l'apport productif du capital*. Toute la critique du capitalisme*, depuis l'aube du mouvement ouvrier, refuse cette assertion et affirme au contraire, à la suite de Marx, que le salaire ne correspond qu'à une partie de la valeur ajoutée* par le travail*. Son montant dépend à la fois du rapport des forces entre salariés et employeurs et de la valeur* des marchandises considérées comme nécessaire à un moment donné pour renouveler la force de travail*. Cette critique n'épuise pas cependant le sujet car il reste à expliquer les grandes inégalités qui règnent au sein même du salariat*. Pourrait-on se satisfaire de l'idée selon laquelle les hauts salaires rémunèrent une force de travail mieux formée et plus productive ? Les inégalités salariales ne sont-elles pas plutôt le reflet de positions sociales hiérarchiquement plus élevées et en mesure d'imposer des exigences plus hautes ?

Une autre difficulté concernant la définition du salaire porte sur les contours de celui-ci. Au fur et à mesure des conquêtes des salariés, le droit à la protection sociale a été introduit et généralisé. Aussi, le salaire est-il composé d'une partie perçue directement par le salarié, et d'une partie indirecte ou socialisée constituée des cotisations sociales finançant la protection sociale. Cette partie socialisée n'est pas, contrairement à l'affirmation entendue parfois jusque dans certains milieux syndicaux, un salaire différé car le salarié ne récupère pas quelques mois ou années plus tard ses propres cotisations. Lorsque le salarié est malade ou prend sa retraite, ce sont les cotisations du moment versées par les salariés actifs qui « paient » ses soins ou sa retraite.

Le patronat n'utilise jamais l'expression « cotisations sociales » car celles-ci ne sont vues que comme des « charges sociales ». Il est vrai que salaire direct + cotisations sociales constituent l'ensemble du « coût salarial ». Mais il faut démystifier le discours libéral : les employeurs ne paient rien, ni salaire direct, ni cotisations, ni d'ailleurs les investissements. Ce sont les travailleurs qui « paient » par leur travail* tout cela, puisque tous ces éléments sont pris sur la valeur ajoutée* dans la production. La seule chose que font les capitalistes, c'est d'avancer de l'argent, qu'ils récupèrent ensuite avec un profit lors de la vente des marchandises*.

Salariat

Le salariat désigne deux choses selon le contexte. D'une part, il est le rapport* social dominant dans le capitalisme* : le travailleur dépossédé de tout moyen de production (« prolétaire » au sens étymologique) est obligé de vendre sa force de travail au capitaliste. Economiquement, c'est un rapport d'exploitation* ; juridiquement, c'est un rapport de subordination inscrit comme tel dans le droit du travail ; et, culturellement, c'est un rapport d'aliénation.

Compte tenu des nombreuses avancées sociales conquises au bout de deux siècles de luttes sociales, la condition salariale est définie aujourd'hui comme un statut, certes de subordination, mais garantissant des droits inaliénables. C'est la raison pour laquelle le patronat a entrepris une stratégie de reconquête en sens inverse, qu'il a, avec un culot extraordinaire, baptisée « refondation sociale »

D'autre part, le salariat désigne aussi l'ensemble de tous les travailleurs salariés. Aujourd'hui, dans les pays développés, autour de 90% de la population active est salariée. Cependant, même si les hauts dirigeants d'entreprise ont juridiquement un statut de salarié, leur pouvoir et leur rémunération (souvent composée d'extras non salariaux comme les stocks options) les placent hors de la condition salariale habituelle. A l'échelle du monde, le salariat s'étend en même temps que le capitalisme*, et les immenses « réserves » de populations réduites à la misère constituent pour les investissements étrangers un puissant moyen de peser sur les salaires* et d'empêcher l'amélioration rapide des conditions de vie des plus pauvres.

Service

Produit du travail* qui se différencie d'un bien* par son immatérialité. Ainsi, se trouve-t-il consommé par l'utilisateur en même temps qu'il est produit par le travailleur. Avec la croissance*, la part des services dans la production totale a tendance à augmenter. Les services peuvent être marchands ou non marchands. Aussi, l'un des enjeux importants du développement* est-il de promouvoir les services qui améliorent le bien-être tels que l'éducation et la santé et auxquels l'accès de tous ne peut être garanti que sous la forme de services collectifs non marchands.

Dans une perspective écologiste*, il est parfois avancé que la place grandissante des services est susceptible d'alléger la ponction sur les ressources naturelles et de diminuer la pollution. Cependant, bien que beaucoup de services soient directement moins gourmands en ressources que l'industrie, ils ne peuvent exister sans une infrastructure industrielle en amont. C'est ce qui conduit à être très prudent avant de conclure qu'une économie de services, dans laquelle l'intensité* en ressources serait moindre, est la solution écologique* de l'avenir.

Un service non marchand est un service fourni par une administration publique (Etat, collectivité locale) dont le paiement est déconnecté de l'usage puisque ce sont les impôts et cotisations sociales qui en assurent la couverture. On dit parfois qu'il est « gratuit » mais il faut comprendre que son paiement est socialisé. Cette socialisation est d'autant plus grande que les impôts et cotisations sont justes, c'est-à-dire progressifs en fonction des revenus.

Les services non marchands (par exemple, l'éducation) sont à distinguer des services publics marchands (par exemple, le transport par chemin de fer) dont le paiement est individualisé au prorata de l'usage.

Dans la bataille engagée contre la marchandisation du monde, la défense du caractère non marchand de certains services et du caractère simplement public des autres est essentielle pour garantir l'accès de tous et surtout des plus pauvres à l'éducation, la culture, la santé, l'énergie, les transports, etc.

Sous-développement

Plusieurs expressions sont utilisées souvent de manière équivalente, bien qu'elles aient des connotations différentes, pour désigner une même réalité : pays sous-développés, tiers-monde (l'expression quart-monde* désignant les très pauvres à l'intérieur des pays riches), pays en (voie de) développement, pays du Sud (auxquels sont ajoutés maintenant fréquemment les ex-pays de l'Est), pays émergents (pour désigner certains des pays du tiers-monde ayant amorcé un processus important de croissance*), pays les moins avancés (ceux des pays du tiers-monde ayant le niveau de revenu par habitant parmi les plus bas), pays pauvres très endettés, pays de la périphérie du capitalisme*.

Deux grandes explications s'opposent pour expliquer le phénomène du sous-développement : en termes de retard ou de domination.

Pour la théorie libérale, le sous-développement est un retard de développement*. Les pays développés ont franchi successivement toutes les étapes de la croissance* économique définies par l'économiste américain Walt W. Rostow (1960), allant de la société traditionnelle à celle où les conditions du décollage sont réunies, à celle du décollage proprement dit, à celle de la marche vers la maturité, et enfin à celle de la consommation de masse. Ce n'est pas le cas des pays dits sous-développés se situant encore dans une phase antérieure. L'idée est que tous les pays franchissent les uns après les autres ces mêmes différentes étapes, pour peu que l'initiative privée ne soit pas bloquée.

A l'encontre de cette vision linéaire et mécaniste de l'histoire, est née dans les années 1950 une autre approche analysant le sous-développement comme le produit d'une histoire (notamment celle de la colonisation) et de la dynamique du capitalisme* qui impose un type de production tournée vers le marché* extérieur et qui désorganise les sociétés traditionnelles en engendrant des phénomènes massifs de pauvreté*. La libre circulation des capitaux, d'une part, se traduit par un échange inégal* et, d'autre part, renforce la collusion entre la fraction dominante du capitalisme* mondial et les classes* bourgeoises locales des pays sous-développés.

L'opposition théorique entre ces approches débouche sur des préconisations politiques divergentes. Dans la vision libérale, l'ouverture des frontières, la promotion des exportations, la limitation des dépenses publiques sont susceptibles d'insérer les pays sous-développés dans le marché* mondial et de favoriser la croissance* économique. Les plans d'ajustement* structurel ont systématisé l'intégration forcée des pays du tiers-monde à la division capitaliste du travail*.

Faute d'avoir réussi à impulser un véritable développement* s'écartant du modèle dominant, donnant aux paysans l'accès à la terre, répondant aux besoins des populations, évitant les dégâts écologiques* habituels des pays industrialisés, les politiques hétérodoxes ont peu à peu cédé le pas face aux politiques libérales. Mais après l'échec cuisant des plans d'ajustement* structurel, sauf en termes d'enrichissement des classes* riches, des voix s'élèvent de nouveau pour demander le droit à l'autonomie, notamment alimentaire, et celui de pouvoir se soustraire aux injonctions des institutions internationales et aux exigences de la finance* internationale.

Soutenabilité

La soutenabilité du développement* connaît deux acceptions diamétralement opposées. L'une, dite faible, est celle des économistes néo-classiques de l'environnement qui postulent que le progrès technique sera toujours en mesure de nous fournir les produits de substitution aux ressources naturelles épuisées, à condition d'investir pour produire le capital* physique de remplacement. Cette approche se heurte à des difficultés insurmontables :

- elle est fondée sur la croyance en la possibilité de substituer perpétuellement du capital* technique aux ressources naturelles épuisées grâce au progrès technique, cette croyance s'opposant à toute application du principe* de précaution ;
- elle croit possible de fournir une évaluation monétaire des biens naturels à condition de privatiser ceux-ci ;
- elle réduit le temps bio-physique au temps du calcul économique via un taux d'intérêt ou d'actualisation qui exprime toujours la préférence du présent par rapport à l'avenir ;
- elle nie l'existence d'une logique propre des systèmes vivants ;
- sa profession de foi en faveur de la durabilité de la croissance ne fait qu'exprimer le choix de la durabilité du capitalisme*.

L'autre conception de la soutenabilité, dite forte, refuse l'hypothèse de substituabilité totale entre les facteurs de production et adopte au contraire celle de complémentarité. Cette conception correspond mieux à une option écologiste car elle vise à transmettre aux générations futures un stock de ressources non dégradées et non épuisées.

La première conception prétend résoudre la crise écologique en internalisant les externalités*, soit par le biais d'écotaxes, soit par celui de marché* de droits de polluer après avoir instauré des droits de propriété sur (c'est-à-dire privatisé) les biens communs. Ainsi, les mécanismes de marché* fondamentalement défaillants sont appelés à la rescousse. La seconde conception entend préserver le statut de bien* collectif de la nature et n'utiliser de mécanismes économiques qu'après fixation de normes par la société.

T

Thermodynamique

Les lois de la thermodynamique énoncées par Sadi Carnot (1796-1832), Rudolf Clausius (1822-1888) et William Thomson (1824-1907) au XIX^e siècle établissent deux principes essentiels. Le premier, appelé *principe de conservation de l'énergie*, indique que la quantité d'énergie* dans l'univers reste constante ; le second, appelé *principe de dégradation* ou *entropie*, établit que la quantité d'énergie*, bien que constante, se transforme de plus en plus en chaleur irrécupérable, non réutilisable. Au cours des années 1960, le mathématicien et économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen a tenté d'appliquer à l'économie ces principes. Selon lui, « l'entropie d'un système *clos* augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum ; c'est-à-dire que l'énergie*

utilisable est continuellement transformée en énergie* inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse complètement ». Les activités économiques s'insèrent donc dans un univers physique soumis à la loi de l'entropie et le développement* économique est fondé sur l'utilisation inconsidérée du stock terrestre d'énergie* accumulé au cours du temps.

Or la Terre n'est pas un système isolé : c'est un système ouvert sur un flux permanent d'énergie* solaire. Les lois de la thermodynamique de Sadi Carnot, valables pour un système isolé, ne sont plus applicables dans le cas de la Terre où se déroule un processus de « destruction-crétion-complexification », selon les travaux du physicien Ilya Prigogine et de l'économiste René Passet. Ce processus naît du flux d'énergie* solaire qui rend possible la structuration et la complexification du vivant. Il existe alors une possibilité d'insérer des activités humaines qui n'aboutissent pas inéluctablement à la destruction de la biosphère à condition de ne pas dépasser les flux de reconstitution. Reste un dernier point sans doute indépassable mais qui alimente les discussions scientifiques : si la Terre est un système ouvert en termes d'énergie, elle ne l'est pas en termes de matière à laquelle la loi de l'entropie s'appliquerait donc au fur et à mesure que l'activité humaine utilise les ressources.

Ce processus de structuration et de complexification se fait donc sur une échelle de temps (centaines de millions d'années) incommensurable avec celle à l'intérieur de laquelle l'homme pense son activité (quelques décennies) : la contrainte de rareté de certaines ressources naturelles et l'impossibilité d'un recyclage total s'imposent alors.

Travail

Au sens large, le travail désigne toute activité humaine ayant pour but de produire des biens* et des services* ayant un usage, que ce soit dans le cadre d'un rapport monétaire ou non. En ce sens, le travail est une catégorie anthropologique.

Mais il existe une conception plus étroite du travail qui associe à ce terme une activité se déroulant dans le cadre de rapports* sociaux précis. Ainsi le travail salarié est la forme dominante du travail au sein du capitalisme*. Le rapport* salarial est un rapport de subordination et de domination car le travailleur ne vend pas son travail ni le produit de son travail au capitaliste mais sa force de travail manuelle et/ou intellectuelle qui subit donc une exploitation*.

Au sein de l'économie* politique classique* subsiste une discussion concernant la notion de travail productif. Smith associait travail productif et production matérielle, excluant ainsi le travail des domestiques de la classe dominante auxquels celle-ci abandonnait une partie de ses revenus. Une certaine tradition marxiste a persévéré dans cette voie, expliquant que l'ensemble des activités de services* étaient financées par un prélèvement sur la plus-value* produite par les salariés de l'industrie. Un autre courant se référant lui aussi à Marx détache au contraire le travail productif de la matérialité du produit puisque les marchandises peuvent être matérielles ou immatérielles, et il insiste sur la distinction entre le travail productif de valeur* pour le capital (celle des marchandises), le travail productif de valeurs d'usage* non marchandes quoique monétaires (services* collectifs non marchands qui échappent à la loi du profit*), et le travail productif de simples valeurs d'usage* non monétaires (par exemple, le travail domestique et le travail associatif bénévole). Bien entendu, les économistes néo-classiques* sont à des années-lumière de ce débat, étant empêtrés dans la contradiction qu'ils ont eux-mêmes créée : d'un côté, ils affirment que tout ce qui a une utilité a une valeur* économique (d'où leur incapacité à comprendre la question de la « valeur* » des éléments naturels), de l'autre, ils n'accordent aucune légitimité à la sphère non marchande, puisque le bien-être social ne peut selon eux provenir que de la maximisation de la consommation marchande.

A cause de la révolution technique, à cause du chômage* et de la dégradation de la condition salariale consécutifs à la crise* et à cause de l'essor du libéralisme*, a prospéré au cours de la décennie 1990 une thèse annonçant la fin du travail et renonçant à la lutte pour l'emploi*. Cette thèse est démentie par les faits puisque le salariat s'étend à l'échelle mondiale en même temps que le capitalisme*. Elle a surtout servi de justification aux multiples atteintes aux protections salariales en accréditant l'idée que le plein emploi* ne pourrait plus jamais être atteint. Au lieu d'envisager l'utilisation des gains de productivité* pour répartir le travail entre tous, elle entérine la coupure irrémédiable entre ceux qui ont un emploi* sans baisse du temps de travail et ceux qui, privés d'emploi* (et donc avec une réduction de leur temps de travail jusqu'à zéro), doivent se contenter indéfiniment des revenus d'assistance ou d'un revenu d'existence*.

U

Universalité

En philosophie politique, l'universalité (ou l'universalisme si l'on parle de l'idée) désigne un caractère commun à tous les êtres humains, par delà les différences de modes de vie et de cultures. Ainsi, invoque-t-on le principe* de droits* humains universels : droit* à la vie, à la paix, à la liberté, à l'éducation, à la santé, à

l'environnement, etc. Ce principe* est contesté, notamment par les opposants à tout développement*, car il serait trop ethnocentrique en dissimulant derrière de prétendus droits* universels la domination des valeurs strictement occidentales. Cependant, cette critique peut être dépassée si ces droits* sont conçus non comme des droits naturels mais comme des droits* socialement construits, et non comme des droits* imposés mais comme des droits* démocratiquement élaborés.

L'universalisme des droits est parfois opposé au traitement préférentiel (discriminations positives) qui est accordé à certaines catégories pour compenser les handicaps ou discriminations réelles dont elles sont victimes. Cette opposition ne peut être dépassée que dans une dynamique de progrès social vers moins d'inégalités : moins la société est injuste, moins la nécessité de traitement préférentiel compensatoire s'avère nécessaire.

Utilitarisme

Doctrin ancienne mais formulée à l'époque moderne par Jeremy Bentham (1789) faisant découler le bonheur collectif de la recherche de la satisfaction individuelle, elle-même provenant de ce qui est utile à l'*homo œconomicus**. C'est donc une doctrine qui se veut éthique. Ses principales difficultés tiennent d'une part à l'impossibilité de mesurer l'utilité et donc de comparer les utilités retirées par chacun. D'autre part, en termes de justice*, elle se heurte au problème du sacrifice : faut-il manger le plus jeune matelot pour que le reste de l'équipage du petit navire survive ?

V

Valeur

Suivant l'intuition d'Aristote, Smith, Ricardo et Marx distinguent la valeur d'usage et la valeur d'échange des marchandises*. La valeur d'usage est la raison pour laquelle une marchandise* est produite et ensuite achetée, mais n'est pas susceptible de mesure. Un bien* non marchand de même qu'un bien* produit et consommé par un même individu (donc un bien* non monétarisé) ont évidemment aussi une valeur d'usage.

La valeur d'échange (parfois appelée aussi valeur économique, ou monétaire, ou tout simplement valeur) est le rapport dans lequel deux marchandises* vont s'échanger et qui dépend de trois séries de facteurs s'emboîtant les uns dans les autres pour expliquer les prix : à la base, la quantité de travail* nécessaire à la production ; ensuite, l'application d'un taux moyen de profit* exigé par les capitalistes, compte tenu du rapport de forces qu'ils imposent dans la société ; enfin, les fluctuations de l'offre et de la demande sur le marché*.

Dans l'esprit des économistes classiques*, en aucun cas la valeur d'usage n'est réductible à la valeur d'échange. Au contraire, dans la problématique de la théorie néo-classique* construite ultérieurement en réaction à l'hypothèse classique*, la valeur d'échange* et la valeur d'usage* ne font qu'un, ce qui permet deux coups de force idéologiques. D'une part, exclure du champ de l'analyse économique les conditions sociales de la production, c'est-à-dire les rapports* sociaux ; il ne reste plus que des individus rationnels (des *homo œconomicus**), autonomes car coupés de tout environnement social et, évidemment, ni exploités ni exploités. D'autre part, considérer comme illégitime et parasitaire tout champ d'activité non marchand, et tenir alors pour indispensable sa privatisation et sa marchandisation.

La remise en cause de la marchandisation passe donc par la réhabilitation des formes de richesses* qui pour beaucoup sont non marchandes et certaines sont même non monétaires.

Une controverse existe au sujet de la « valeur » des éléments naturels (lumière solaire, air, ressources, etc.). Les économistes néo-classiques pensent qu'ils ont une valeur économique intrinsèque. Certains écologistes*, plus évasifs, parlent de valeur intrinsèque. D'autres écologistes*, se référant à la distinction entre valeur d'usage et valeur d'échange, réfutent ces idées : les biens* naturels ont une valeur appartenant à un autre registre que l'économie, de l'ordre de l'éthique notamment. Ainsi la valeur d'usage de l'air est incommensurable à quoi que ce soit. Et, lorsque des ressources naturelles sont exploitées par l'homme, le travail* les fait entrer dans le domaine de l'économie, leur conférant une valeur d'échange qui n'a, comme pour toute marchandise*, rien à voir avec leur valeur d'usage non mesurable.

Valeur ajoutée

C'est la valeur créée au cours d'un cycle de production. Elle est calculée en faisant la différence entre la valeur monétaire de la production et la valeur monétaire des éléments matériels qui ont servi à la production. Dans le cas où l'on ne soustrait que les consommations intermédiaires (matières premières*, énergie*), on obtient la valeur ajoutée brute qui est à la base du calcul de l'indicateur* produit intérieur brut. Si l'on soustrait également les amortissements des équipements correspondant à leur usure, on obtient la valeur ajoutée nette.

La valeur ajoutée nette correspond donc au flux nouveau de valeur qui a été engendré par le travail. C'est elle qui est ensuite répartie entre deux catégories de revenus : salaires* et profits*.

W**Water**

The problem of the future : l'eau

La ressource en eau est globalement stable sur l'ensemble de la planète. Mais, compte tenu des modèles de production industriels et agricoles, de l'urbanisation et de l'augmentation de la population, la quantité d'eau disponible par habitant va diminuer d'un tiers en moyenne dans les vingt prochaines années et vraisemblablement de moitié au milieu du siècle. Du fait de sa répartition très inégale selon les régions, l'Unesco estime que 2 milliards (hypothèse optimiste) à 7 milliards (hypothèse pessimiste) de personnes souffriront de manque d'eau en 2050.

A ce problème de pénurie s'ajoute celui de la détérioration de la qualité de l'eau. Les causes principales en sont l'agriculture intensive et les rejets de déchets industriels et ménagers dans les rivières. Les conséquences de la baisse de qualité en termes de santé humaine sont d'autant plus graves que 2,4 milliards de personnes ne sont pas raccordées à un réseau d'eau potable et d'assainissement.

Si la quantité de l'eau disponible et sa qualité diminuent, le risque de perte de production alimentaire, évaluée à 350 millions de tonnes en 2025, ne doit pas être négligé.

Autant dire que l'eau devient de plus en plus une denrée stratégique dans l'évolution des rapports* de forces dans le monde. convoitée par les firmes transnationales puisque le marché* mondial de l'eau est évalué entre 800 et 1000 milliards de dollars par an, l'eau doit avoir un statut de bien public* mondial. Dans le cas contraire, non seulement elle risquerait d'être définitivement subtilisée par une poignée de firmes assoiffées de profit*, mais elle pourrait être l'enjeu de conflits entre Etats, voire de guerres, notamment au Moyen-Orient.

X, Y, Z**Les inconnues**

X comme les rayons qu'on ne peut identifier, les films qu'on aimerait bien voir, les années qu'on ne sait pas évaluer, l'abscisse qui ne sert à rien si l'on n'a pas l'ordonnée, le chromosome féminin, en bref : l'incertitude radicale, dixit Keynes.

Y comme la croisée des chemins (le profit* *versus* le social et l'écologique*), l'ordonnée qui, au-dessus de l'abscisse, fait croire qu'on a tout compris alors qu'on est juste dans le plan et qu'il nous manque l'espace, le chromosome mâle qui adore sa voisine X et qui lui fait la cour en la persuadant qu'il sait tout alors qu'il ignore le commencement.

Z comme le risque zéro qui n'existe pas.

Bibliographie

- ATTAC, *Une économie au service de l'homme*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2001.
- ATTAC, *Inégalités, crises, guerres: sortir de l'impasse*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2003.
- ATTAC, « Quel développement pour une société solidaire et économe, Eléments pour un débat », *Lignes d'attac*, n° 35, avril 2004.
- ATTAC, *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 2004.
- Brundtland Gro Harlem, *Notre avenir à tous*, Rapport de la CMED, Montréal, Ed. du Fleuve, 1987.
- Duménil Gérard, Lévy Dominique, *Economie marxiste du capitalisme*, Paris, La Découverte, Repères, 2003.
- Georgescu-Roegen Nicholas, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, Paris, Sang de la terre, 1995.
- Gras Alain, *Fragilité de la puissance, Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.
- Harribey Jean-Marie, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Harribey Jean-Marie, *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.
- Harribey Jean-Marie, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2^e éd. 2004.
- Husson Michel, *Six milliards sur la planète : sommes-nous trop ?*, Paris, Textuel, 2000.
- Keynes John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, 1969.
- Latouche Serge, « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.
- Marx Karl *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, ou Paris, Ed. Sociales, 1960.
- Merlant Philippe, Passet René, Robin Jacques, *Sortir de l'économisme, Une alternative au capitalisme néolibéral*, Paris, Ed. de l'Atelier/Ed. Ouvrières, 2003.
- Passet René, *L'économie et le vivant*, 1979, Paris, Economica, 1996.
- PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, Bruxelles, De Boeck, 2002 ; et *Rapport 2003*, Paris, Economica, 2003.
- Ricardo David, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817, Paris, Flammarion, 1992.
- *Silence* (sous la coord. de Bernard Michel, Cheynet Vincent, Clémentin Bruno), « Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse », Paris, Ed. Parangon, 2003.
- Smith Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776, Paris, Flammarion, 1991.
- Toussaint Eric, *La finance contre les peuples, La Bourse ou la vie*, Paris, Syllepse, Genève, CETIM, Liège, CADTM, 2004.
- Treillet Stéphanie, *L'économie du développement*, Paris, Nathan, 2002.
- Viveret Patrick, *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 2003.